



SNU MAGAZINE

SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU SÉNÉGAL

Ne laisser personne pour compte

<https://senegal.un.org>

Numéro 2 - Juin 2021

Soutenir les plus
vulnérables en temps
de crise



3 COVID-19 : Faire de la crise une opportunité pour un développement plus durable, plus juste et plus résilient.

ENTRETIEN

- 6 Entretien avec M. Robert GUEI, Représentant de la FAO au Sénégal et Coordonnateur du Bureau Sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest

ÉCONOMIE

- 9 Les tendances macroéconomiques... se remettre d'une année 2020 cahoteuse
- 12 L'économie numérique pour renforcer la résilience des jeunes et des femmes
- 15 Plan de riposte socio-économique contre la COVID-19 : les volontaires communautaires contribuent à la résilience de cinq communes au Sénégal
- 17 Accelerator Lab : repenser le développement au 21ème siècle en mettant en place le réseau d'apprentissage et d'actions le plus vaste et le plus rapide au monde pour appuyer l'atteinte des ODD
- 18 Lancement des rapports mondial et national sur le développement humain

FOCUS

- 20 Renforcer l'engagement communautaire pour lutter contre la COVID-19
- 24 Initiative conjointe « Panier de la ménagère » avec UNFPA, FAO et ONU Femmes
- 26 Le Sénégal s'engage pour le renforcement de la protection de ses biens culturels : consultation nationale pour la révision de la loi sur le Patrimoine
- 27 Commémoration de la Journée de l'Enfant Africain : « Un sourire pour chaque enfant »
- 28 Akou, le fils de Ngor

SANTÉ

- 31 Remise d'équipements médicaux et de matériels d'hygiène au Ministre de la Santé.
- 32 Les réfugiés bénéficient de la campagne de vaccination contre la COVID-19 au Sénégal
- 33 Lutte contre la COVID-19 : la vaccination, notre meilleure arme
- 35 Information en période d'épidémie et de pandémie : l'UNESCO élabore un Guide pratique pour les médias africains

GENRE

- 38 Le Forum Génération Égalité au Sénégal
- 40 Améliorer l'accès à l'aide juridique pour les femmes en Afrique de l'Ouest pendant le COVID-19
- 41 Renforcement de l'appui aux groupements des femmes du périmètre maraîcher de la Forêt classée de Mbaou
- 42 "La décortiqueuse de riz du PAM va changer nos vies"

PARTENARIAT

- 45 Écouter les populations du Sahel, une nouvelle approche pour résoudre la double équation du développement et de la sécurité
- 47 Renforcer le partenariat entre la Délégation de l'Union Européenne et le système des Nations Unies au Sénégal

ÉDUCATION

- 50 Soutien scolaire aux élèves de Rufisque, Pikine et Guédiawaye.
- 52 Le HCR soutient l'éducation des réfugiés, notamment au niveau universitaire
- 54 L'ONU DC mobilisé pour venir en aide aux enfants de la rue durant la pandémie de COVID-19
- 55 Assistance au retour volontaire et réunification familiale de 20 enfants guinéens

UN GLOBAL



- 57 Journée internationale de la terre nourricière - 22 Avril
- 57 Journée mondiale de lutte contre le paludisme - 25 Avril
- 58 Journée internationale de la diversité biologique - 22 mai
- 58 Journée de l'Afrique - 25 mai
- 59 Journée internationale des casques bleus des Nations Unies - 29 mai
- 59 Journée mondiale de l'environnement - 5 juin
- 61 À venir



Chef d'édition

Papa Cheikh Sakho Jimbira

Crédit photo image à la Une

UNICEF/Sénégal/E.Kayouli

Rédacteurs

Alioune Guindo - ONU Femmes
Amie Gaye - RCO
Bery Kandji - UNV
Dieynaba Ndiaye - UNFPA
Emmanuelle Landais - ONU DC
Ewane Epee, Leticia - UNESCO
Hawa Seydou Diop - ONU Femmes
Gosia Courtay - UNHCR
Mame Fatou Touré - PNUD
Marie Schmitz - UNESCO
Minielle Baro - CINU
Moussa Diop - UNICEF
Ndiogou Gueye - UNHCR
Paulèle Fall - PAM
P. C. Sakho Jimbira - RCO
William Bougaire - OIM

Design :

Ibrahima Souleymane Mbengue

<https://un.senegal.org>

facebook.com/onusenegal

twitter.com/OnuSenegal

COVID-19 : Faire de la crise une opportunité pour un développement plus durable, plus juste et plus résilient



Par son ampleur, sa durée, ses mutations, la pandémie de la COVID-19 s'est très vite avérée une crise multidimensionnelle, notamment sanitaire, sociale, économique, humaine..., qui challenge nos capacités d'adaptation et de résilience, pour mieux soutenir les populations, en particulier les plus vulnérables.

Siaka Coulibaly

Coordonnateur Résident du système des Nations Unies au Sénégal

Les périodes de crise ont ceci de paradoxale qu'elles surviennent avec leurs lots de difficultés, mais laissent entrevoir dans le même temps des opportunités qu'il convient de saisir.

C'est d'ailleurs sans nul doute, parce qu'il partage cette conviction que le Secrétaire général António Guterres a appelé les Etats Membres de l'ONU dès le début de l'année 2021, à faire de cette année une « *annus possibilitatis* » ; celle des possibilités.

Par son ampleur, sa durée, ses mutations, la pandémie de la COVID-19 s'est très vite avérée une crise multidimensionnelle, notamment sanitaire, sociale, économique, humaine..., qui challenge nos capacités d'adaptation et de résilience, pour mieux soutenir les populations, en particulier les plus vulnérables. Cela a également créé des défis et ralenti au Sénégal, comme dans tous les autres pays du monde, les progrès déjà accomplis dans la mise en oeuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda 2030.

En mettant à profit son expérience et l'offre comparative de ses Agences, le système des Nations Unies au Sénégal, s'est très tôt mobilisé aux côtés du Gouvernement et des populations, d'abord pour une riposte rapide, puis en faveur d'une relance socio-économique, notamment à travers le Cadre des Nations Unies pour la Réponse Socio-économique immédiate à la COVID-19 comme son offre au plan national de réponse. Pour rappel ce Cadre a été adossé à celui déjà défini par le Gouvernement, à travers le Plan de résilience économique et social (PRES) avec un fonds dénommé FORCE-COVID-19 d'un montant de 1000 milliards de FCFA, soit 7% du PIB, mais également le Plan d'Action Prioritaire Ajusté et Accéléré (PAP2A).



Il faut souligner et féliciter la capacité de résilience organisationnelle dont l'Etat du Sénégal, accompagné des partenaires, a su faire preuve dans la gestion de la crise. En effet, le Gouvernement a su trouver les ressorts pour résister aux traumatismes causés par la pandémie, les contenir et aller de l'avant.

Il est vrai que la crise a affecté les différents groupes sociaux et touché la plupart des secteurs socio-économiques. Les difficultés du secteur de l'emploi ont été profondément exacerbées, impactant les revenus, une perte d'actifs productifs, une réduction de l'accès aux biens et aux services et une augmentation de la pression sur les systèmes de protection sociale formels et informels.

L'inévitable conséquence est que les vulnérabilités ont été accentuées, notamment celles de groupes comme les femmes, les enfants, les personnes en situation de handicap, etc. Au plus fort de la crise, en plus des conséquences sur l'emploi, les difficultés se sont posées quant à l'accès aux services sociaux de base et aux biens et services. Aussi, le système des Nations Unies au Sénégal a-t-il accompagné le Gouvernement à surmonter tous ces défis, en s'engageant dans les volets sanitaire, logistique, économique, sécuritaire, de mobilisation des ressources, communicationnel et de sensibilisation, etc.

La résilience organisationnelle du Gouvernement s'est par exemple traduite dès le début, dans sa capacité à réaffecter son budget à des secteurs prioritaires. Ensuite, elle s'est poursuivie par l'impulsion de la relance, à travers des investissements dans des secteurs vitaux, comme vient de le faire le Chef de l'Etat, à travers le programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socio-économique des jeunes, issu du récent Conseil Présidentiel sur l'emploi et la jeunesse, et qui sera exécuté de manière pragmatique, dans tout le territoire sénégalais. Il faut souligner que le système des Nations Unies au Sénégal est pleinement engagé dans ce processus aux côtés du Gouvernement et des partenaires.

Cet exercice que nous saluons, qualifié par le Président de la République comme « *un diagnostic honnête de la situation de l'emploi, de l'employabilité et de l'entrepreneuriat des jeunes, pour en dresser un tableau d'ensemble* », avec un financement conséquent pour une durée de trois ans, est à coup sûr un des éléments clés qui vont permettre de réduire les vulnérabilités et rendre effective une résilience durable.

Les jeunes font partie des populations les plus vulnérables, qu'ils soient en milieu urbain, ou rural. C'est pour cette raison, qu'en appui à l'ambitieux programme décliné par le Chef de l'Etat à leur endroit, le système des Nations au Sénégal est également en train d'accompagner l'élaboration d'une importante stratégie jeunesse (PSE Priorité Jeunesse 2035), en appui au Gouvernement, destinée à mieux soutenir cette catégorie qui représente plus de la moitié de la population.

Bien entendu, nous ne devons pas perdre de vue notre feuille de route commune, établie depuis l'adoption en 2015 de l'Agenda de développement durable à l'horizon 2030 et de ses 17 ODD. Certes la crise exacerbe les fragilités structurelles et aggrave les inégalités préexistantes. Mais l'avantage, c'est que toutes ces fragilités avaient déjà été identifiées et incluses dans les ODD, même si au demeurant il faut convenir que la pandémie a porté un coup rude aux progrès réalisés jusqu'ici.

Il est heureux qu'au Sénégal, toutes les politiques, y compris celles élaborées pour faire face à la pandémie, s'adosent aux ODD et de facto sont orientées vers la réduction des inégalités et la prise en compte des plus vulnérables, pour que personne ne soit laissé de côté. A ce titre, la crise actuelle constitue une opportunité qui a révélé l'urgence d'intensifier l'engagement et l'investissement pour réaliser les objectifs de l'Agenda 2030.

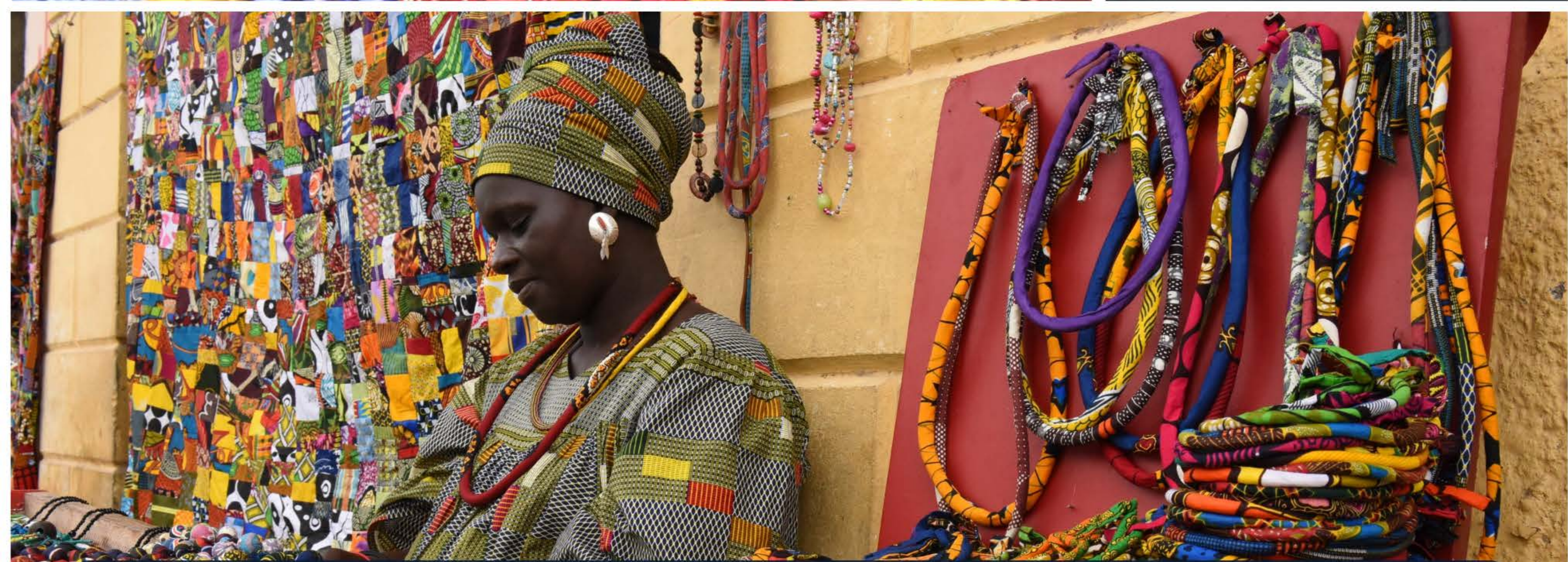
Alors que les crises font des ravages, elles présentent également des opportunités qui doivent être exploitées pour mieux reconstruire et renforcer la résilience économique face aux chocs futurs. Au cours de cette pandémie, le Sénégal a observé une montée en puissance du e-commerce, qui doit encore se développer conformément à la stratégie de digitalisation du Gouvernement. Cela augmenterait la création d'emplois et faciliterait la reprise économique.

Il faut également noter qu'une des leçons de la crise de la COVID-19 est sans doute l'importance du multilatéralisme et la nécessité d'une meilleure coordination de l'action des partenaires au développement, pour une meilleure efficacité et un plus grand impact des interventions. L'équité pour l'accès aux vaccins est un plaidoyer constant des autorités nationales et du Secrétaire général des Nations Unies. Le système des Nations Unies au Sénégal travaille dans ce sens, avec l'ensemble des partenaires au développement et le Gouvernement.

Au nombre des opportunités, la vaccination peut être citée comme une des plus cruciales. Je me réjouis et félicite le Gouvernement pour la mise à la disposition rapide des vaccins aux plus vulnérables. Le système des Nations Unies au Sénégal est pleinement engagé aux côtés du Gouvernement et des partenaires, dans la campagne en faveur de la vaccination de tous, pour que bientôt cette pandémie soit un lointain souvenir.

Parce qu'ensemble nous sommes forts et que nous venons à bout des plus grands défis, je reste convaincu qu'à l'instar des crises précédentes, nous allons triompher de celle-ci. Gardons cependant à l'esprit que c'est d'abord en prenant soin des plus vulnérables d'entre nous que nous y parviendrons.

Siaka Coulibaly
Coordonnateur Résident du
système des Nations Unies au Sénégal



Malgré le contexte difficile de la COVID-19, la culture demeure une source de réconfort et d'espoir. Le système des Nations Unies au Sénégal magnifie la diversité et la richesse culturelle de ce beau pays qu'est le Sénégal, qui sont des clés de résilience et d'unité.



ENTRETIEN AVEC **M. Robert GUEI, Représentant de la FAO au Sénégal et Coordonnateur du Bureau Sous-régional de la FAO pour l'Afrique de l'Ouest**

Par P. C. Sakho Jimbira - Bureau du Coordonnateur Résident

Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, la FAO est mobilisée, comme toutes les Agences du système des Nations Unies, pour appuyer le Gouvernement dans la riposte et la relance socio-économique. M. Robert Guei, revient dans cet entretien sur l'appui de l'Agence.

La pandémie de COVID-19 a eu un impact sur les systèmes alimentaires mondiaux, perturbant les chaînes de valeur agricoles régionales et posant des risques pour la sécurité alimentaire des ménages. Comment la FAO au Sénégal, a-t-elle soutenu le Gouvernement du Sénégal, pour anticiper et faire face aux menaces que la pandémie faisait planer sur la consommation des ménages ?

Face à la COVID-19, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et

l'agriculture (FAO) a développé différentes actions pour appuyer le Gouvernement du Sénégal dans sa réponse à la pandémie. D'abord, nous avons mené des activités de sensibilisation auprès des populations pour le respect des gestes barrières à travers les clubs Dimitra et les radios communautaires.

Ensuite, face aux perturbations notées dans les systèmes alimentaires, suite aux mesures prises par le Gouvernement pour limiter la propagation du virus, nous avons mis en place un dispositif qui était une sorte de ponts entre les producteurs affectés et les populations vulnérables.

Cette opération a été menée dans le cadre d'une initiative intitulée « *Le Panier de la Ménagère* », lancée par le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural,

Pr Moussa Baldé, pour préserver les systèmes alimentaires. Cette action consistait à acheter les produits alimentaires auprès de petits producteurs pour faire des kits composés de céréales, de produits carnés, de produits maraîchers et halieutiques transformés et les a mis à disposition de ménages en situation d'insécurité alimentaire.

Il faut souligner que cette action nous l'avons menée conjointement avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). Grâce aux interventions des trois agences onusiennes, 14 075 ménages vulnérables ont bénéficié de ces kits alimentaires dans huit régions du Sénégal (Dakar, Kaolack, Louga, Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor).

Je voudrais saisir cette occasion pour saluer la collaboration de nos partenaires de mise en œuvre qui sont l'Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR), l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO) et l'ONG Symbiose.

Outre les consommateurs, les producteurs ont été fortement impactés par la pandémie, en particulier dans des secteurs stratégiques comme l'agriculture, la pêche, ou encore les entreprises de transformation. Comment la FAO au Sénégal a-t-elle appuyé le Gouvernement pour limiter l'impact de la crise sur ces secteurs, puis pour permettre les conditions d'une relance socio-économique ?

La FAO a développé plusieurs actions pour appuyer le Gouvernement du Sénégal dans la relance socio-économique. Le panier de la ménagère fait partie des actions menées dans le court terme dans le secteur agricole. Grâce à cette initiative, 690 productrices ont pu gagner des revenus estimés à 167 018 459 FCFA. Dans le secteur de l'élevage, nous avons soutenu financièrement le Ministère avec une enveloppe de 330 000 USD pour développer les cultures fourragères.

Nous avons également fourni 2 000 tonnes d'aliments de bétail à des éleveurs pour préserver leur moyens d'existence ainsi que des vaccins contre la peste des petits ruminants.

Dans le long terme, la FAO va appuyer le Gouvernement dans la relance durable des chaînes de valeur agro-sylvopastorales, dans une démarche partenariale avec l'ensemble des ministères sectoriels (agriculture, élevage, pêche et aquaculture, jeunesse, collectivités territoriales). Cette collaboration a abouti à la conception de programmes post-COVID-19 qui s'insèrent dans le PAP2A du Gouvernement.

Pour l'Afrique de l'Ouest et la région du Sahel en particulier, la pandémie est venue s'aggraver à d'autres coups durs comme les sécheresses, les pénuries alimentaires, ainsi que l'insécurité croissante ces dernières années. Plus d'une année après le début de la pandémie, quelle portrait faites-vous de la situation actuelle ?

D'après les projections, les conséquences des mesures liées à la pandémie de la COVID-19 pourraient pousser 9 millions de personnes supplémentaires vers une insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.

Sur le plan pastoral, malgré les bonnes pluies enregistrées au cours de la saison hivernale 2020-2021, les restrictions liées aux mouvements de la transhumance et le renforcement des contrôles de sécurité dans le cadre de la lutte contre la pandémie pourraient réduire la mobilité des animaux vers les pays du golfe de Guinée de même que le commerce transfrontalier.

Pour aider les gouvernements à faire face à cette situation, le Bureau sous-régional de la FAO, à travers, les bureaux pays, a élaboré des programmes de réponse à la COVID-19 pour soutenir les pays de la sous-région dans leurs programmes de relance agricole. Nous avons aussi appuyé les pays à mobiliser USD 67 808 053 pour la réponse humanitaire, la prévention des zoonoses, le renforcement de la résilience des populations et la transformation du système alimentaire.

Beaucoup d'études ont montré que les enfants et les femmes sont les plus impactés par la crise. Comment la FAO au Sénégal a-t-elle soutenu ces catégories vulnérables durant la pandémie ?

La FAO, dans le cadre de sa réponse à la COVID-19, a accordé une importance capitale à ces deux catégories. D'ailleurs dans la mise en œuvre de l'initiative « *Le panier de la ménagère* », avec ONU Femmes et UNFPA, nous avons ciblé les femmes productrices et transformatrices de produits locaux céréaliers et halieutiques, les femmes et filles en situation de vulnérabilité (victimes de violences, porteuses de fistules, en milieu carcéral, personnes vivant avec un handicap) et les ménages vulnérables hébergeant des enfants de 0 à 5 ans. Cela a permis de leur apporter une aide significative face à la pandémie qui a durement affecté les activités de beaucoup de femmes.

Aujourd'hui les vaccins sont en train d'être administrés aux populations. Toutefois, certaines projections prévoient une présence de la pandémie pour une période d'au moins cinq années supplémentaires. Si un tel scénario devait se réaliser, quel seraient selon vous les grands défis que la FAO devra relever, pour accompagner le Sénégal et les autres pays de la sous-région, pour faire face et sortir de la pandémie ?

Vous savez, sur le plan économique, les jeunes font partie des couches les plus affectées par les mesures restrictives, compte tenu de leur situation de non-emploi, de sous-emploi et de leurs maigres revenus.

Au Sénégal, par exemple, la FAO et le Gouvernement ont développé le Programme de partenariat pour l'insertion et l'emploi des jeunes dans les chaînes de valeur agro-sylvopastorales, halieutiques et aquacoles (CVASPHA). Ce programme, qui s'inscrit dans le Programme d'urgence du Chef de l'État pour l'insertion et l'emploi des jeunes, comporte une phase d'urgence couvrant la période 2021-2022. L'objectif est de former, d'insérer et d'accompagner 23 950 jeunes et femmes dans les CVASPHA. La deuxième phase du Programme (2023-2025) est celle d'extension et de mise à l'échelle qui devra concerner 71 350 jeunes et femmes.

Plus d'une année après le début de la pandémie au Sénégal, comment jugez-vous l'action de l'Équipe Pays du système des Nations Unies au Sénégal, dans sa mobilisation auprès du Gouvernement, des populations, des communautés et des collectivités locales, pour lutter contre la pandémie et contribuer aux conditions d'une relance socio-économique ?

Nous magnifions l'action du système des Nations Unies au Sénégal qui a encore démontré son engagement à accompagner le Gouvernement pour un développement durable et inclusif. Cet accompagnement a été d'ailleurs renforcé dans le contexte de pandémie de la COVID-19 avec un plan de réponse qui a été élaboré conjointement par toutes les agences pour venir en aide aux communautés en situation de vulnérabilité. Il y a aussi cette campagne très importante « *Le SNU unis dans l'action, XEEX COVID-19* » que nous avons menée pour sensibiliser encore les communautés au respect des gestes barrières mais aussi pour appuyer en matériels et vivres certains groupes assez vulnérables comme les femmes détenues, les Daaras, etc. en collaboration avec les collectivités locales.

« Nous devons investir dans la participation des jeunes, ainsi que dans leurs organisations et leurs initiatives. »

Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU.



Les tendances macroéconomiques... Se remettre d'une année 2020 cahoteuse

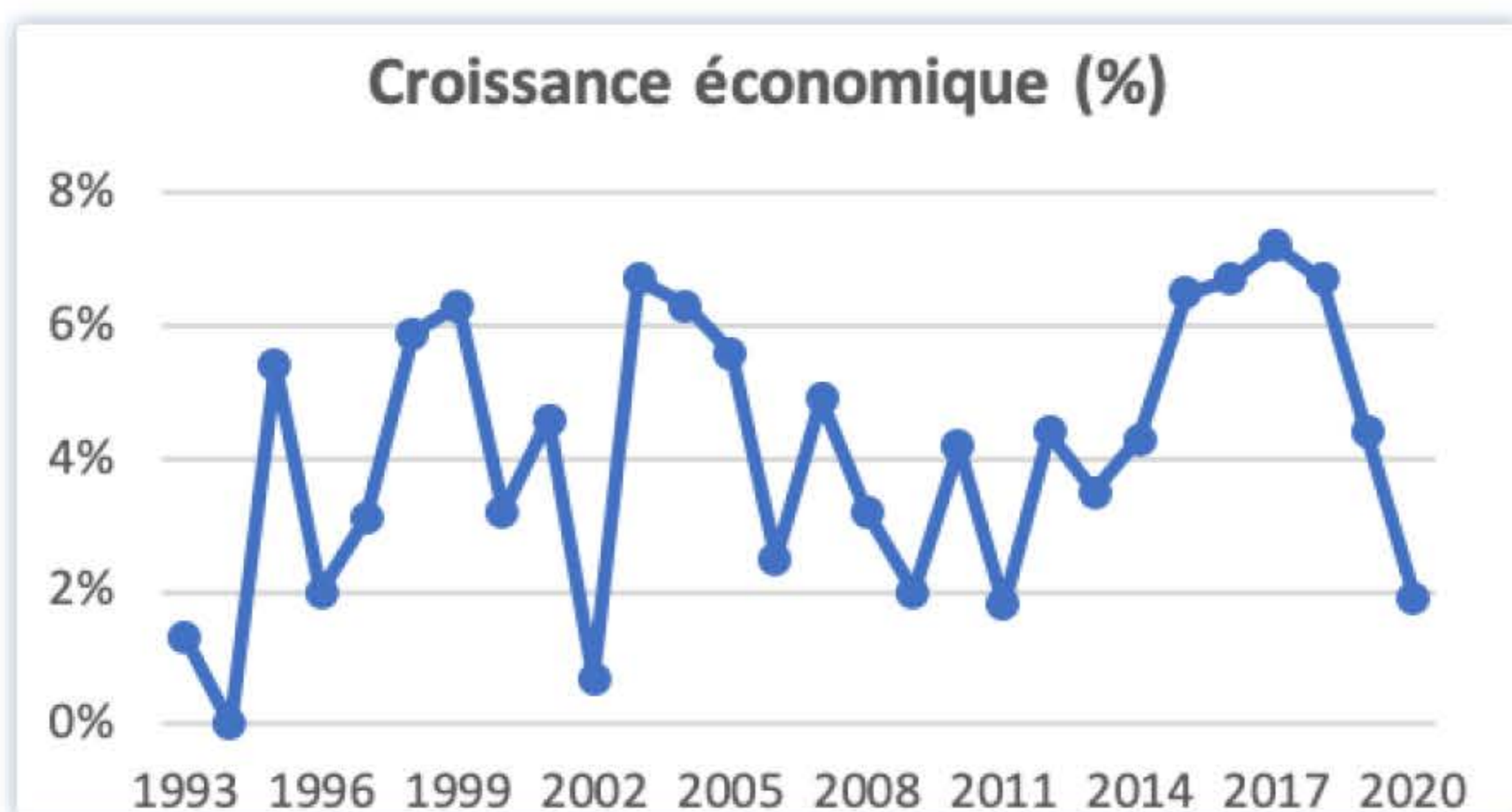
Par Amie Gaye - Bureau du Coordonnateur Résident



La pandémie de la COVID-19 a eu de profonds effets socio-économiques négatifs à l'échelle mondiale. Elle a perturbé les chaînes d'approvisionnement, les sociétés et les moyens de subsistance, avec des pertes humaines considérables. La simultanéité du choc de l'offre (dû à l'arrêt de la production dans plusieurs secteurs) et de la demande (dû à la baisse des revenus à cause du chômage), est l'une des grandes particularités de cette crise.

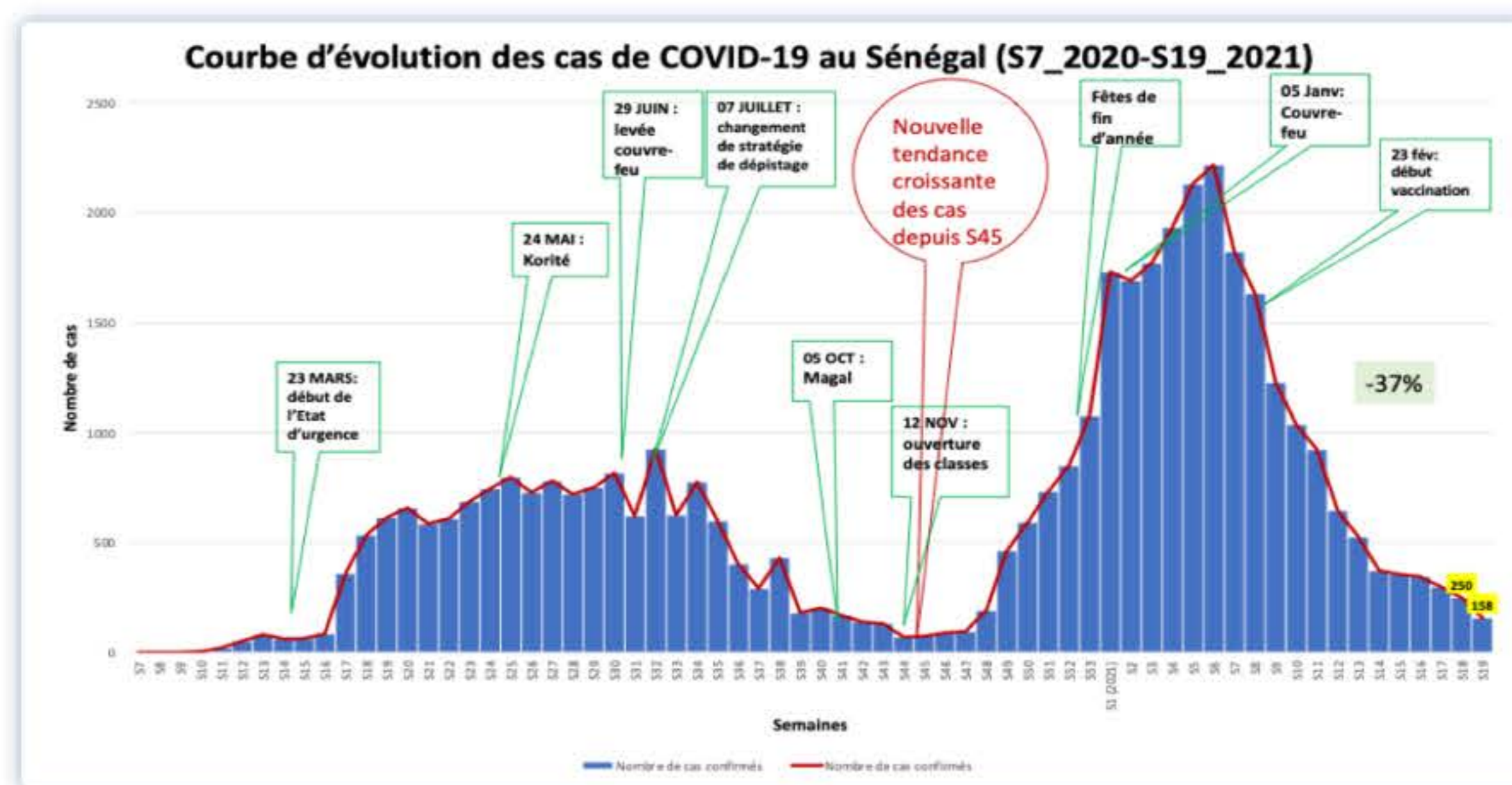
Le Sénégal a évité la récession en 2020

Le Sénégal a enregistré son premier cas de la COVID-19 en mars 2020. La pandémie a eu un impact négatif sur une période de croissance forte et a aggravé des vulnérabilités préexistantes. Avant la pandémie, le Sénégal a connu des taux de croissance économique élevés qui ont atteint en moyenne 6% entre 2014 et 2019, grâce à la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE), sur cette période.



Source : Banque Mondiale et ANSD

Le premier plan quinquennal du PSE a soutenu l'expansion des secteurs primaire et tertiaire et a permis d'attirer un volume assez important d'investissements étrangers dans le pays.

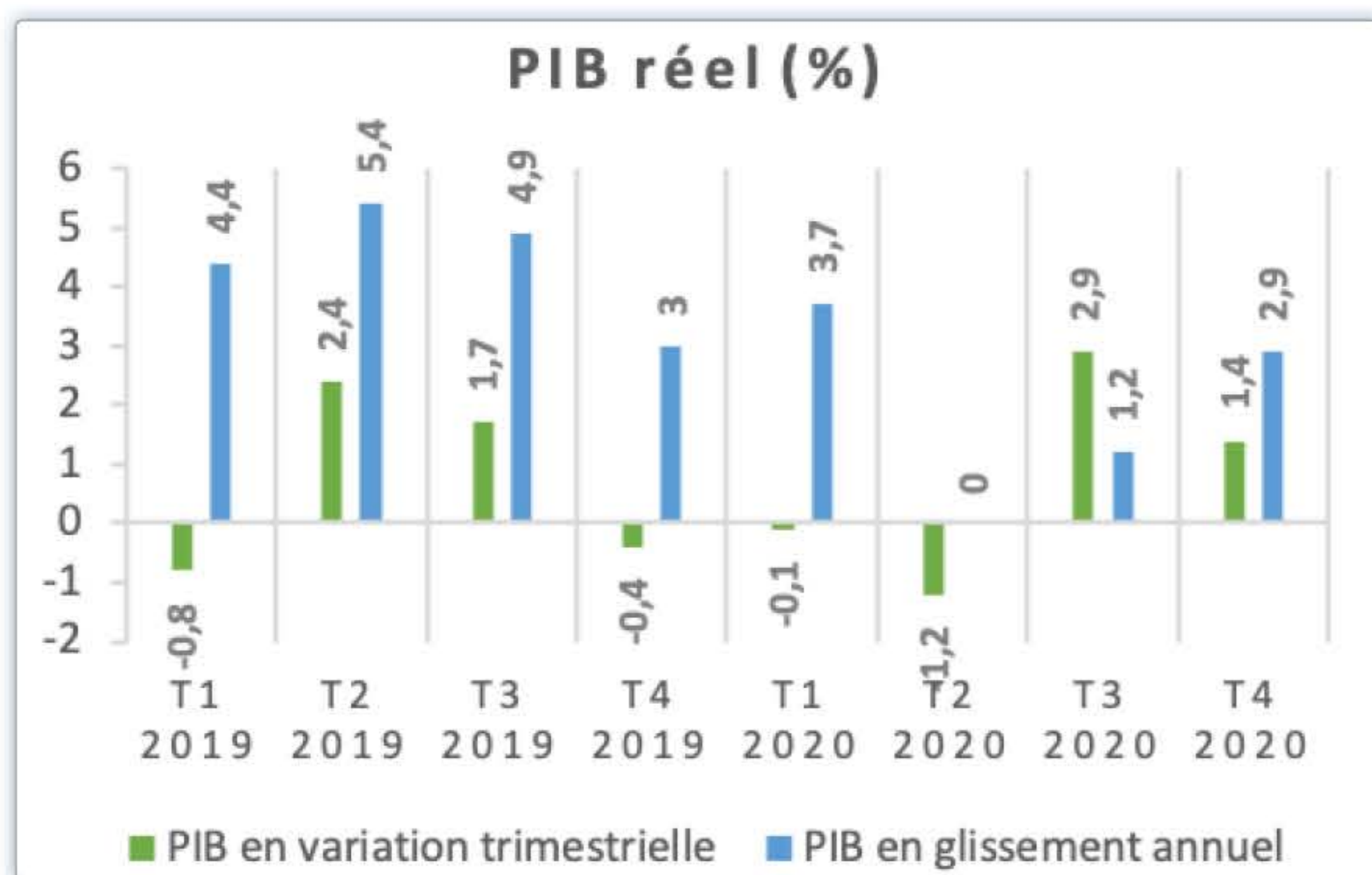


Source : L'OMS

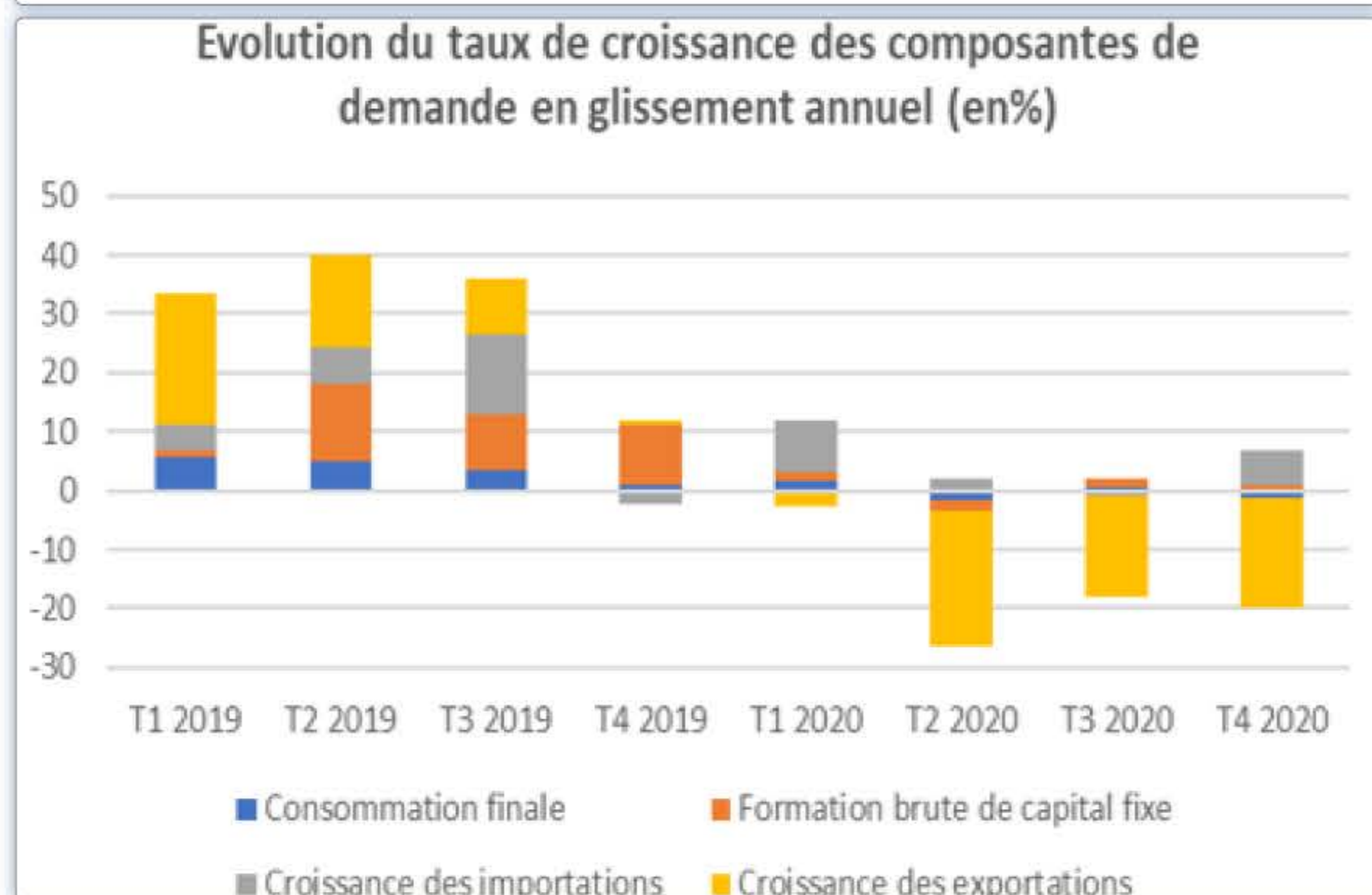
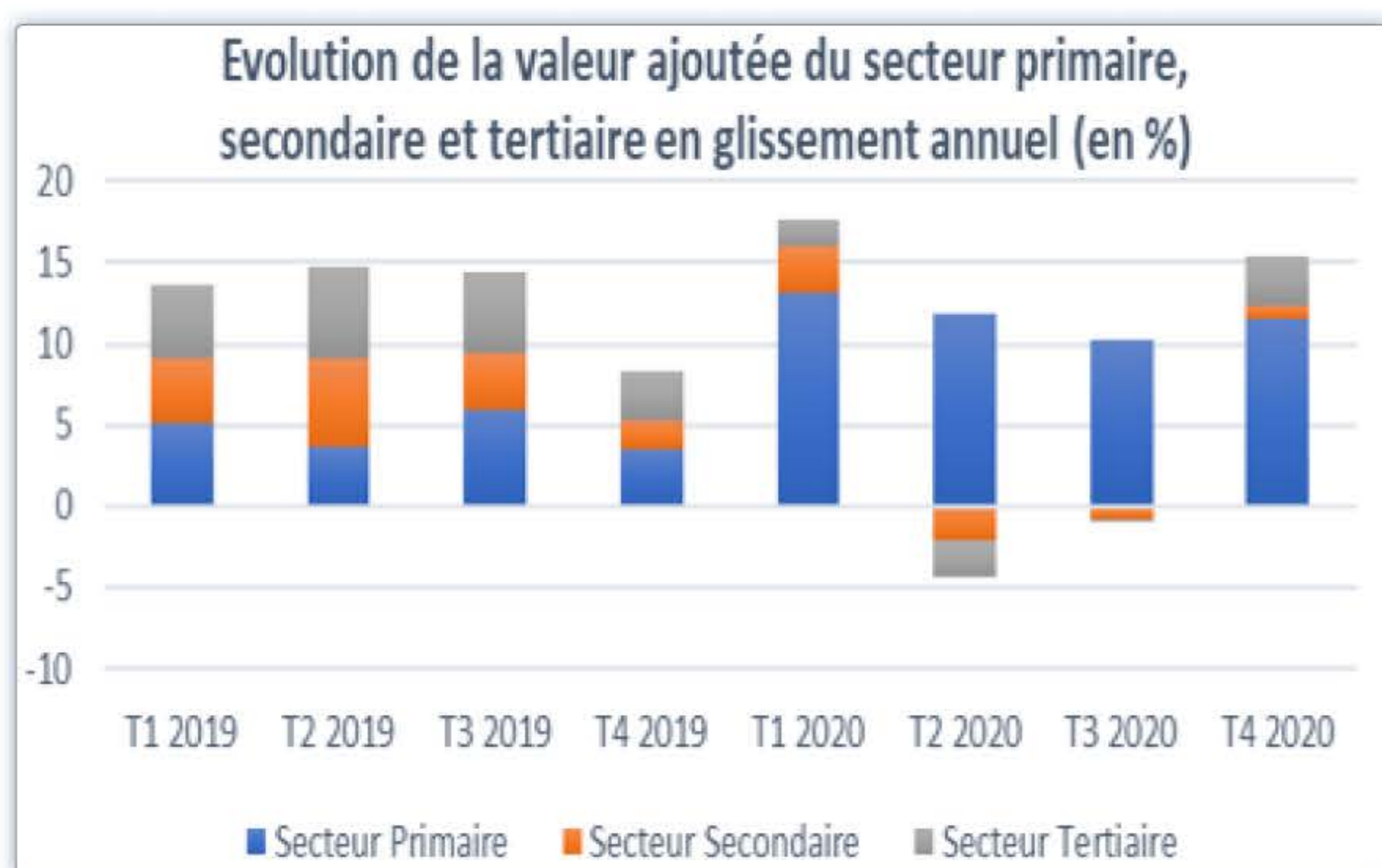
Cependant, la pandémie a incité le Gouvernement à réorienter une partie conséquente de ses ressources budgétaires, et à se concentrer sur le contrôle de la propagation du virus dans le pays et sur l'atténuation des effets économiques et sociaux. Ainsi, on peut noter l'introduction de mesures telles que le couvre-feu et la fermeture des frontières pour limiter les grands rassemblements et la propagation de la COVID-19 pendant la première vague. Ces mesures ont impacté négativement la consommation intérieure, qui représente 68% du PIB (DPEE). La demande intérieure quant à elle, s'est établie à -4,6% en 2020 contre +4,2% en 2019 (DPEE, 2021). En outre, la pandémie a déclenché un ralentissement du commerce international et des envois de fonds des migrants.

Cependant, le Gouvernement a élaboré et mis en œuvre un Plan de résilience économique et sociale (PRES) pour soutenir une économie en ralentissement et des segments vulnérables de la population. Un fond de 1000 milliards de francs CFA a été mis en place par l'Etat. De plus, le deuxième Plan d'Actions Prioritaires (PAP 2019-2023) a fait l'objet d'une révision et est devenu le PAP Ajusté et Accéléré (PAP2A) pour 2020-2023. Ce plan de relance est stratégiquement orienté vers des objectifs de développement endogène afin de booster la résilience économique.

L'évolution du PIB ainsi que de ses composantes en glissement annuel est représentée par les graphiques ci-dessous :



Source : ANSD



Source : ANSD

Par rapport à la même période de l'année 2019, le PIB réel du quatrième trimestre 2020 a connu une croissance de 2,9%. En conséquence, la croissance du PIB réel pour l'année 2020 était de 1,9% contre 4,4% en 2019 et était due à une forte performance du secteur primaire qui a augmenté de 11,6% en 2020, contre 4,5% en 2019 et a contribué à +1,7 points de pourcentage. Malgré le ralentissement, le Sénégal a évité une récession l'année dernière contrairement à de nombreux pays. Le PIB de l'Afrique s'est contracté de 2,1% en 2020, entraînant ainsi sa première récession en 25 ans.

Alors que la reprise économique est en cours au Sénégal, certains risques persistent. Une pandémie prolongée pourrait ralentir le rythme de la reprise. C'est particulièrement le cas pour les secteurs de l'exportation et du tourisme, qui sont corrélés à la reprise économique des principaux partenaires commerciaux du Sénégal. Une faible reprise mondiale affaiblirait également les flux d'investissements directs étrangers au Sénégal, ainsi que les envois de fonds des migrants. Une hausse soutenue des prix des produits de base entraverait également la croissance et augmenterait les coûts d'importation d'énergie. Par conséquent, ceux-ci ont poussé le Fond Monétaire International (FMI) à réviser ses prévisions de croissance pour 2021 à 3,7% contre 5,2% annoncées en janvier 2021.

Le rythme de la reprise économique est également lié à une réduction soutenue du nombre de cas de COVID-19 et à une campagne de vaccination réussie. Cela permettrait une relance complète de tous les secteurs économiques, y compris l'industrie du divertissement qui a été largement impactée par les restrictions sur les grands rassemblements.

Les finances publiques : renforcement de la consolidation fiscale

Le Gouvernement du Sénégal a envisagé une reprise de la consolidation fiscale cette année à la suite de l'augmentation des dépenses publiques d'urgence de l'année dernière, afin de répondre à la pandémie. Les recettes fiscales ont également été plus faibles en 2020 à cause de la baisse de l'activité économique intérieure et des recettes d'exportation en raison de la pandémie. Le déficit budgétaire de 6,1% du PIB en 2020 devrait se réduire à partir de 2021 pour atteindre le plafond communautaire de 3,0% en 2023.

Toutefois, la consolidation fiscale devrait être plus lente cette année. Cela serait dû aux dépenses plus élevées associées à l'achat de vaccins contre la COVID-19, à un programme visant à stimuler l'emploi des jeunes, ainsi qu'à une croissance économique plus lente que prévu. En effet, une croissance économique plus faible se traduit par une baisse des recettes fiscales.

Selon la Direction de la prévision et des études économiques, les ressources globales estimées à 498,7 milliards de francs CFA se sont contractées de 8,8% à la fin du premier trimestre 2021, tandis que les dépenses publiques ont baissé de 1,5% pour se situer à

1012,6 milliards FCFA. Par conséquent, le solde budgétaire est évalué déficitaire de 513,8 milliards FCFA à fin mars 2021, contre un déficit de 480,6 milliards de francs FCFA un an auparavant.

C'est pourquoi, le Gouvernement prévoit un déficit de 5,4% du PIB en 2021, contre 5% du PIB dans le budget initial. Ceci est basé sur l'attente d'une amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques et une mise en œuvre plus forte de la Stratégie de Recettes à moyen terme.

La prolongation de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) jusqu'à la fin de 2021 donnerait un peu de répit en matière de dette. Cette initiative a permis de réduire les paiements du service de la dette de 30 milliards de FCFA entre mai et décembre 2020. L'extension jusqu'à fin 2021 devrait se traduire par un allègement supplémentaire du service de la dette de 91 milliards de FCFA.

En plus de son accord technique avec le FMI, le Gouvernement a demandé un « Stand-By Credit Facility (SCF) » et un « Stand-By Arrangement (SBA) » de dix-huit mois pour un montant d'environ de 650 millions USD, soit 350 milliards FCFA. Ceci pour soutenir la réponse COVID-19 et répondre au besoin de la balance des paiements à court terme.

Le 23 avril 2021, l'Etat du Sénégal a levé 55 milliards FCFA d'obligations de relance sur le marché financier de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine avec des maturités de 5 ans et 10 ans pour couvrir les besoins de financement du budget de l'Etat dans le cadre de ses plans de relance économique. Le Secrétaire général des Nations Unies a appelé à un allègement ciblé de la dette et à des réformes de l'architecture de la dette internationale et d'autres mécanismes innovants pour créer un espace budgétaire, afin d'aider les pays vulnérables à faire face à la crise et à reconstruire des économies vertes et durables après la pandémie.

L'impact de la COVID-19 et l'Agenda 2030

Il est évident que le Sénégal n'a pas été épargné par cette crise multidimensionnelle et malgré la tendance récente à la baisse du nombre de nouveaux cas enregistrés, les coûts sociaux induits par la pandémie seraient importants. Compte tenu l'ampleur du choc, les progrès accomplis vers l'Agenda 2030 et la réalisation des ODD auraient stagné en 2020. Cela nécessite donc une action urgente et décisive pour accélérer la mise en œuvre des ODD, afin d'éviter une régression des progrès accomplis jusqu'à présent. Les efforts en cours par le Gouvernement au niveau social et économique contribueront certainement à préserver les progrès réalisés vers l'Agenda 2030.

En avril 2020, le Secrétaire général des Nations Unies soulignait que « nous ne pouvons tout simplement pas revenir là où nous étions avant le coup de COVID-19, avec des sociétés inutilement vulnérables à la crise. Nous devons construire un monde meilleur ». Dans cette optique, le système des Nations Unies (SNU) au Sénégal est engagé aux côtés du Gouvernement et des populations depuis le début de la pandémie, afin de limiter les coûts humains et socio-économiques et faire avancer l'Agenda 2030. Le graphique ci-dessous illustre l'investissement de la SNU dans les ODD au Sénégal en 2020 :

De plus, le SNU a cherché à de laisser personne pour compte, selon le principe du « Leave No One Behind », en soutenant le Gouvernement pour à mieux reconstruire (Build Back Better).

Le SNU a déployé des ressources financières et les expertises pour atténuer l'impact de la crise, en ciblant les plus vulnérables avec l'utilisation de solutions innovantes pour assurer la poursuite de l'éducation des enfants, contribuer à la sécurité alimentaire et soutenir les petites et moyennes entreprises. Son plan de travail 2021 avec le Gouvernement se concentre sur des projets de renforcement de la résilience économique, entre autres domaines, en ligne avec le PSE.





ÉCONOMIE

L'économie numérique pour renforcer la résilience des jeunes et des femmes

Par P. C. Sakho Jimbira - Bureau du Coord. Résident

Alors qu'ils sont constamment décrits comme les piliers sur lesquels reposeront le développement du Sénégal et de l'Afrique, eu égard à leur contribution dans les secteurs clés, moteurs de croissance économique, les jeunes et les femmes figurent paradoxalement parmi les populations les plus touchées par les vulnérabilités, en particulier sur le marché du travail.

La pandémie de la COVID-19 est venue exacerber ces vulnérabilités, accroissant les violences basées sur le genre selon les études d'ONU Femmes, et poussant le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres à appelé les dirigeants du monde entier à « dépasser les platitudes » sur les jeunes et leur offrir un avenir meilleur, dans son allocution d'ouverture du 10^{ème} Forum des jeunes du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Aussi, les jeunes et les femmes ont-ils été fortement impactés par la pandémie, en particulier sur l'emploi et le revenu des ménages.

Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la crise économique créée par la pandémie devrait provoquer le chômage de plus de 200 millions de personnes dans le monde en 2022, les femmes et les jeunes travailleurs étant les plus touchés. Les femmes ont été touchées de manière disproportionnée par la crise, puisqu'elles ont vu leur emploi chuter de 5% en 2020, contre 3,9% pour les hommes, tandis que l'emploi des jeunes a également continué à souffrir du ralentissement économique, chutant de 8,7% en 2020, contre 3,7% pour les adultes (Cf. Rapport OIT : Le COVID-19 et le monde du travail).

Bien entendu, les solutions du numérique, notamment le travail à distance et la numérisation de certains types de travail, ont permis de sauvegarder beaucoup d'emplois, en particulier dans le secteur tertiaire. Il faut cependant noter que les jeunes et les

femmes ont été plus susceptibles de perdre leur emploi, d'autant plus que ces dernières étaient plus représentées dans les secteurs les plus durement touchés par la pandémie, tels que le tourisme, l'hôtellerie, la restauration et le commerce informel, etc. Or, après l'impact dévastateur de COVID-19, il est essentiel dans la relance socio-économique, de garantir une approche équitable, dont l'impact réel sera visible sur l'emploi et les revenus individuels, en particulier en faveur des femmes et des jeunes.

C'est d'ailleurs tout le sens de l'appui du système des Nations Unies au Gouvernement du Sénégal, en faveur d'une relance socio-économique, notamment à travers le Cadre des Nations Unies pour la Réponse Socio-économique immédiate à la COVID-19. Pour rappel, ce Cadre a été adossé à celui déjà défini par le Gouvernement, à travers le Plan de résilience économique et social (PRES) avec un fonds dénommé FORCE-COVID-19 d'un montant de 1000 milliards de francs CFA, soit 7% du PIB, mais également le Plan d'Action Prioritaire Ajusté et Accéléré (PAP2A). Le système des Nations Unies au Sénégal est en train d'élaborer une stratégie jeunesse, en appui à la politique amorcée par le Chef de l'Etat, en faveur de l'emploi des jeunes.



A côté de toutes ces mesures dans lesquelles le système des Nations Unies et les partenaires sont engagés auprès du Gouvernement, l'économie numérique constitue également une opportunité, pour permettre un accès plus large aux emplois, notamment à travers la diversification des plateformes et des compétences.

Faut-il le rappeler, selon l'enquête nationale sur l'Emploi au Sénégal, menée par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), le niveau du chômage des personnes âgées de 15 ans ou plus est évalué à 16,9% au quatrième trimestre de 2019, touchant particulièrement les jeunes, mais également les femmes avec 27,6%, contre (8,6%) pour les hommes. Il faut également souligner que les jeunes occupent souvent des postes de niveau inférieur et ont moins d'expérience professionnelle, ce qui les rend plus susceptibles de perdre leur emploi lorsque les entreprises sont confrontées à des difficultés financières.

Le Sénégal offre un environnement propice au développement d'activités liées aux TIC, depuis que le pays s'est résolument inscrit dans l'ère de l'économie numérique avec une forte volonté de l'État, qui a mis en œuvre une politique de croissance et de modernisation de son administration fondée sur les TIC avec d'importants investissements consentis en termes de capacité et de modernisation. Le système des Nations Unies accompagne bien entendu ce processus avec l'engagement d'Agences comme le PNUD dans l'accompagnement numérique de l'administration, l'UNESCO, le BIT et l'UNICEF avec des innovations digitales pour l'enseignement; le FIDA qui soutient les agriculteurs à travers la plateforme « *we connect farmers* » et d'autres initiatives étendue au Sahel en collaboration avec la FAO et le PAM. L'ONU DC accompagne également le Sénégal dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale SN2025 qui vise à faire du pays un hub du numérique et de la digitalisation dans la région et sur le continent, etc.

Cette stratégie « Sénégal numérique 2025 » est élaborée en s'appuyant sur les orientations fixées par le Plan Sénégal Emergent (PSE) et incarnant l'ambition du pays de maintenir une position de pays leader innovant en Afrique dans le domaine du numérique. Son slogan est « *le numérique pour tous et pour tous les usages en 2025 au Sénégal avec un secteur privé dynamique et innovant dans un écosystème performant* ». Cette stratégie est déclinée en plan d'actions, pour un coût total du plan d'actions constitué de 28 réformes et 69 projets, de 1.361 milliards de F CFA.



Aussi, pour se donner les moyens de ses ambitions, le pays offre-t-il aux entreprises une liaison ininterrompue au reste du monde grâce aux connectiques les plus performantes (réseau 100% numérisé à haut débit sur l'ensemble du territoire offrant une gamme de produits variés : ADSL, Frame Relay, RNIS, VSAT etc.) et à un réseau de télécommunications numérisé à 100% avec une boucle de près de 6 000 kilomètres de fibre optique et une bande passante internationale disponible de 25,7 Gb/s (2017), selon l'Agence de promotion des investissements et des grands travaux (APIX).

La bonne qualité de l'Internet et de la couverture nationale, offre des opportunités à travers l'économie numérique, notamment un large éventail d'activités qui peuvent être facilitées ou hébergées par les plateformes en ligne, et/ou mobiles. Au nombre de ces opportunités figurent bien entendu le commerce en ligne, les services de transfert d'argent et tous les services et biens qui peuvent être échangés de manière numérique.

D'ailleurs, des secteurs comme la culture, l'art et à la musique, au demeurant fortement impactés par la COVID-19, ont commencé à exploiter les opportunités qu'offrent le numérique, sous l'impulsion d'une nouvelle génération de jeunes artistes comme le rappeur Nix, qui a mis en place la plateforme « *Deedo* ». Cette plateforme permet aux artistes de la musique africaine de gagner en notoriété et en popularité, à travers un service de streaming musical panafricain, actuellement disponible dans six pays d'Afrique, mais aussi en France et au Royaume-Uni. Beaucoup d'autres jeunes rappeurs de la scène musicale sénégalaise, mais également de jeunes graphes comme ceux du collectif RBS Crew, des influenceurs... ont compris le tournant crucial que constitue l'économie numérique.



Deedo
One Song, One Soul

De plus en plus de marchés en ligne et de plateformes électroniques qui mettent en relation les consommateurs et les entreprises, voient le jour. Cette dynamique s'accompagne d'une floraison de startups opérant dans le commerce électronique et qui cristallisent toutes les attentions et font l'objet de fortes convoitises en raison de leurs capacités à donner aux consommateurs de nouvelles opportunités en termes de facilitation d'accès aux produits et de la diversification des offres sur le marché. Parmi ces startups nous pouvons citer

Jumia, CDiscounts Sénégal, Expat-Dakar, Afrimarket, CoinAfrique, Paps, etc.

De manière globale, ces startups offrent beaucoup d'opportunités aux petites et moyennes entreprises (PME) à la recherche de nouvelles parts de marchés et d'une densification de leurs réseaux clientèles ; qu'il s'agisse des PME évoluant dans l'agroalimentaire, les services financiers, les BTP, les services, la cosmétique, le conseil, l'audit, mais également le secteur informel, ils ont tous à gagner dans l'exploitation des opportunités de l'économie numérique.

Dans leur article sur l'impact des usages du mobile dans les performances économiques des micros et petites entreprises informelles à Dakar, les chercheurs Jean-Philippe Berrou, Thomas Eekhout et François Combarous identifient des liens forts entre usages numériques et réussite économique.

Outre l'énorme potentiel de croissance de la transition vers l'économie numérique, la crise de la COVID-19 aura montré que les entreprises et les services numériques peuvent résister aux chocs et aux vulnérabilités auxquelles de nombreux fournisseurs de biens et de services physiques ne peuvent pas faire face.

Ainsi, l'expérience imposée par la pandémie a indubitablement montré que l'économie numérique peut améliorer la résilience des populations vulnérables, en particulier des femmes et des jeunes. En effet, qu'il s'agisse du secteur formel comme informel, les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) au Sénégal ont dans le numérique de grandes opportunités et beaucoup de potentiels, notamment en franchissant le pas de la numérisation, elles pourraient, optimiser leur résilience en période de difficultés financières et améliorer leur compétitivité. La résilience des groupes vulnérables peut être également renforcée par la compétitivité que la numérisation apporte aux entreprises. Toutefois, pour que les opportunités de changement soient significatives et entraînent une véritable transformation sociale, il faut qu'elles soient accessibles à l'ensemble de la population. Aussi, faut-il créer des conditions propices pour que les populations puissent participer efficacement à l'économie numérique depuis toutes les régions du Sénégal.

C'est sans doute conscient du potentiel de résilience de l'économie numérique, en particulier pour les groupes vulnérables, que le Gouvernement a lancé le 29 mars 2021, un projet pour la formation de 23 300 femmes aux technologies de l'information et de la communication (TIC).



Ce sont pour les mêmes raisons que le Ministre de l'Économie numérique et des Télécommunications, M. Yankhoba DIATARA, a procédé à la signature d'une Convention de Partenariat avec la Délégation Générale à l'Entrepreneuriat des Femmes et des Jeunes DER/FJ le vendredi 12 mars 2021, pour créer selon le Ministre, une synergie des moyens d'actions pour la promotion de l'emploi des jeunes dans le numérique.

Bien évidemment, en plus de la mise à niveau en termes d'investissements dans des infrastructures pour soutenir cette transition numérique, il est essentiel d'accompagner le processus par un système d'éducation à une véritable culture numérique ; travail dans lequel des Agences du système des Nations Unies comme l'UNICEF, l'UNESCO ou encore le BIT sont déjà engagés. Une des conditions de réussite du processus repose également sur la garantie du caractère abordable des services de données mobiles et de la couverture de l'Internet public. Le processus devra également être accompagné d'une harmonisation de la réglementation pour protéger les travailleurs informels et les indépendants, notamment à travers des approches qui garantissent la protection sociale des travailleurs.

Pour le Sénégal, l'économie numérique constitue une opportunité inouïe, pour faciliter une croissance inclusive qui cible spécifiquement les défis auxquels sont confrontés les femmes et les jeunes. Le système des Nations Unies au Sénégal est pleinement engagé à soutenir le Gouvernement dans ce processus, pour renforcer la résilience des populations en particulier des plus vulnérables pour que personne ne soit laissé pour compte, selon le principe du « *Leave No One Behind* », et pour qu'ensemble nous reconstruions mieux, selon le principe du « *Build Back Better* ». La pandémie a porté un coup d'arrêt à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) et à l'Agenda 2030. Toutefois, à travers toutes les mesures mis en place par le Gouvernement, soutenu par le système des Nations Unies à travers le déploiement de ressources financières et d'un appui technique, ainsi que le soutien des autres partenaires au développement, l'on peut gager que la résilience socio-économique impulsée par le Gouvernement permettra de relancer une dynamique positive dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable.





ÉCONOMIE

Plan de riposte socio-économique contre la COVID-19 : les volontaires communautaires contribuent à la résilience de cinq communes au Sénégal

Par Bery Kandji - UNV

La COVID-19 a eu des répercussions économiques et financières importantes sur les populations, particulièrement au niveau des groupes vulnérables. Au Sénégal, le système des Nations Unies, sous le leadership du PNUD met en œuvre un projet conjoint « Plateforme COVID-19 pour l'appui au secteur productif des groupes vulnérables ». Au niveau des communes d'intervention de Ndiaffate, Monrolland, Ndiob, Bargny et Sandiara, cinq volontaires communautaires ONU ont été recrutés pour soutenir la mise en œuvre des activités.

Les volontaires représentent le PNUD au sein des communautés et contribuent à l'exécution du projet à divers niveaux. Ils aident à identifier les PME porteuses d'initiatives et les accompagnent dans la structuration de leurs projets. « Lorsque nous avons été recrutés, beaucoup de groupements n'étaient pas encore formalisés.

Dans la commune de Ndiaffate je suis responsable du suivi de quatre groupements de femmes.

Je les ai aidés à préparer leurs dossiers pour accéder aux financements de la Plateforme. Je les appuie au quotidien dans leurs activités de transformation de lait et de savon, de maraichage, et de petit commerce. » explique Amadou Bâ un des volontaires communautaires.

Le projet « Plateforme COVID-19 » vient renforcer la résilience des communautés vulnérables à travers la décentralisation et le développement local. A ce jour 20 Petites et Moyennes Entreprises (PME) ont été subventionnées pour un montant global de 120 millions de FCFA. Et chaque volontaire assure le suivi de quatre d'entre elles.

« Nous aidons à la préparation des rencontres organisées par le PNUD ou l'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises, au niveau local. Nous sommes leur interface avec les PME, et nous faisons en sorte qu'ils disposent de toutes les informations nécessaires pour fonctionner. Nous veillons également au respect des plans d'utilisation établis pour chacune des vingt PME » ajoute Fatoumata Gaam, volontaire communautaire

affectée à Bargny.

En plus du suivi des activités de ces PME, les volontaires contribuent à la sensibilisation des communautés sur la pandémie et les moyens de se protéger. Selon Baboucar Faye, qui intervient dans la commune de Sandiara, leur principal défi est de sortir de la pandémie avec le moins de cas possible.

Pour cela les volontaires ont participé à la formation de 250 jeunes à la communication sur les risques et l'engagement communautaire, leur permettant ainsi de relayer les mesures préventives liées à la COVID-19 au sein des populations. En outre, grâce au travail de recensement des volontaires, 35 000 personnes vulnérables issues des cinq communes ont reçu du projet des équipements de protection individuelle.

La Représentante Résidente du PNUD, Mme Amata Diabaté juge le partenariat avec le programme VNU très productif car il permet de renforcer les interventions du PNUD au niveau local tout en développant l'esprit du volontariat et de l'engagement citoyen.



« Les volontaires communautaires sont nos relais sur le terrain et facilitent l'interaction directe avec les bénéficiaires pour un suivi régulier. Par ailleurs, étant issus des communautés même où ils servent, ils ont contribué à instaurer un climat de confiance, nécessaire dans ce projet » confie Mme Diabaté.



Dix mois après le lancement du pilote, 2085 bénéficiaires directs dont plus de 65% femmes ont été touchés, en termes d'emplois créés ou consolidés dans les cinq communes d'intervention.



De savoir que j'ai contribué à améliorer la vie de 250 femmes en les soutenant dans leurs activités génératrices de revenus, me rend plus que jamais fier.

En tant que volontaire, ce qui me motive le plus c'est de voir comment ces femmes transforment petit à petit leur quotidien, et leur "merci" est la meilleure des récompenses que je puisse recevoir dans cette mission » conclut Amadou Ba

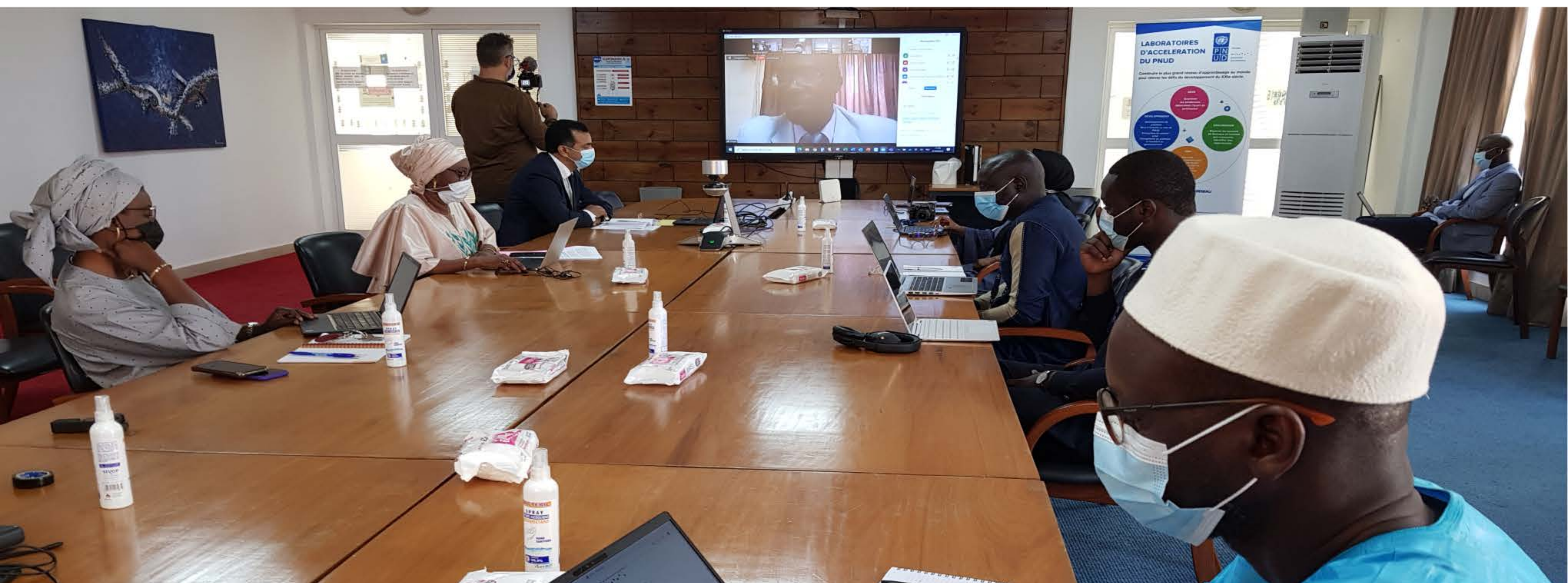


Le projet « Plateforme COVID-19 » contribue à la mise en œuvre des axes 1 et 2 du Plan Sénégal Émergent (PSE), portant respectivement sur la transformation structurelle de l'économie et de la croissance ; sur le capital humain, la protection sociale et le développement durable. Il résulte d'une capitalisation des expériences et une mutualisation des avantages comparatifs des agences telles que le PNUD, le Programme VNU, l'ONUDI, UNFPA, UNCDF, la FAO et ONU Femmes.



Accelerator Lab : repenser le développement au 21^{ème} siècle en mettant en place le réseau d'apprentissage et d'actions le plus vaste et le plus rapide au monde pour appuyer l'atteinte des ODD

Par Mame Fatou Touré - PNUD



Le PNUD a lancé le 27 avril 2021 à Dakar l'Accelerator Lab (laboratoire d'accélération de développement) du Sénégal, en présence des représentants étatiques, de la Coopération Allemande, du Fond Qatari pour le Développement, des Universités et Centres de recherche, de la Société civile, et du Secteur privé.

Lancé par le PNUD en 2019, le réseau Accelerator Lab comprend aujourd'hui 91 laboratoires implantés dans près de 116 pays à travers le monde, destinés à accélérer considérablement notre capacité à tester l'efficacité des solutions reliées au développement et à créer des effets domino. Aux côtés des Gouvernements bénéficiaires des interventions du PNUD et d'une large variété de parties prenantes, les Accelerator Lab adoptent une démarche d'intelligence collective pour identifier des solutions innovantes grâce aux trois fonctions d'exploration, de cartographie, et d'expérimentation.

Au Sénégal, deux défis majeurs déterminants pour le développement du pays ont été identifiés :

(1) la prévention et la gestion des inondations récurrentes affectant périodiquement les zones urbaines et périurbaines et menaçant de précariser davantage des populations déjà très affectées par les effets néfastes de la pandémie de COVID-19 ;

(2) la transformation du secteur informel pour une meilleure efficacité économique, plus inclusive et protectrice, et plus respectueuse des exigences environnementales. Les solutions développées ailleurs en réseau seront également analysées et capitalisées dans le cadre de partenariats Sud-Sud.

Pour plus d'information : sn.undp.org





Les rapports indiquent que l'IDH est passé de 0,376 en 1990 à 0,512 en 2019. Un bond qualitatif salué par le Coordinateur Résident du système des Nations unies au Sénégal, Siaka Coulibaly et Mme Amata Diabaté, Représentante Résidente du PNUD, lors de l'atelier de publication des deux rapports.

« A l'instar de tous les pays, la pandémie de la COVID-19 est susceptible d'avoir un impact négatif sur l'IDH, y compris pour le Sénégal. Il est important que nous renforçons tous nos efforts, pour accélérer la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et l'Agenda 2030, afin de renforcer la résilience socio-économique des populations » a déclaré M. Siaka Coulibaly.

S'agissant du Rapport national sur le Développement humain (RNDH), il présente une analyse approfondie des tendances en matière de développement humain au Sénégal et dresse un examen approfondi des liens entre la transformation structurelle, la transformation numérique, la promotion de l'équité et l'égalité de genre et le développement humain au Sénégal. En effet, la promotion durable et du bien-être individuel et collectif passe nécessairement par un changement radical dans la configuration de la base productive, source d'une croissance forte, soutenue et créatrice d'emplois décents.

« Les résultats du rapport sur l'indice de développement humain édition 2019 sont encourageants. Ils font état de nos efforts accomplis pendant des décennies », s'est réjoui, Aliou Ndiaye, Secrétaire général du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération qui a présidé la rencontre. Cependant, précise-t-il, « ces résultats qui témoignent, en partie, des progrès réalisés en termes de santé et de revenus, restent encore perfectibles ».

Pour améliorer ces résultats, le Coordonnateur Résident a réitéré au Sénégal, l'engagement du système des Nations Unies « à poursuivre son soutien aux efforts du Gouvernement sénégalais ».

« Les Rapports mondiaux sur le développement humain ont permis de reconsidérer de manière fondamentale, la place de l'individu dans le développement. Le PNUD, en proposant un indice qui permet de classer tous les pays du monde, en fonction des niveaux de liberté et des possibilités qu'ont les habitants de vivre selon leurs aspirations, a ainsi lancé un nouveau débat sur le sens du bien vivre et sur les moyens d'y parvenir... Le Rapport mondial de 2020 annonce l'amorce d'une nouvelle ère ; celle dans laquelle l'être humain est présenté comme la principale menace à sa propre survie », a déclaré Mme Amata Diabaté, touchant du doigt les défis environnementaux au niveau mondial, notamment une nouvelle dimension de l'Indice de Développement Humain, à travers la comptabilisation de l'impact d'un pays sur la planète.

Il est à noter que malgré ses résultats assez encourageants du reste, le Sénégal est parmi les pays à IDH bas (0,350 à 0,554).

ÉCONOMIE

Lancement des rapports mondial et national sur le développement humain

Par P. C. Sakho Jimbira - Bureau du Coordon. Résident
Mame Fatou Toure - PNUD

L'atelier de lancement a été l'occasion de partager les résultats des rapports mondial et national sur le développement humain, notamment en discutant, de manière approfondie, les différentes thématiques clés traitées dans les deux Rapports ; en actualisant les connaissances sur le nouvel indice expérimental du PNUD ; en analysant l'évolution du développement humain au Sénégal et identifiant les grandes contraintes qui entravent la croissance rapide de l'IDH du Sénégal ; et enfin en identifiant des pistes de solution pour faire sortir le Sénégal de la catégorie des pays à développement humain faible.

Durant les deux jours de l'atelier, experts et acteurs d'horizons divers (administration, universitaires, société civile, agences des Nations Unies, ...), ont discuté des différentes thématiques centrales traitées respectivement dans les deux rapports, et ont eu l'occasion de s'approprier le nouvel indice expérimental du PNUD, d'analyser l'évolution du développement humain au Sénégal et d'identifier les contraintes majeures qui entravent l'IDH du Sénégal, mais aussi les pistes de solution pour faire sortir le Sénégal de la catégorie des pays à développement humain faible. Les conclusions et recommandations de l'atelier seront largement exploitées dans le cadre de la vulgarisation des deux rapports RNDH et RMDH et comme une contribution majeure à la libération du potentiel de croissance et de développement humain devant résulter de la transformation structurelle, de la transformation numérique et de la promotion des femmes sénégalaises.



« Si la Terre est fort heureusement résiliente, elle a besoin de notre aide. Nous avons encore le temps de remédier aux dégâts causés. »

Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU.



FOCUS

Renforcer l'engagement communautaire pour lutter contre la COVID-19

Par P. C. Sakho Jimbira - Bureau du Coordonnateur Résident

Mobilisée depuis plus d'une année auprès du Gouvernement du Sénégal et des communautés dans la lutte contre la COVID-19, l'Equipe Pays du système des Nations Unies est une nouvelle fois allée à la rencontre des communautés pour parler d'une seule voix, durant la première semaine du mois de mai, dans le cadre de la semaine d'engagement communautaire, «AND XEËX COVID-19» en Wolof, « Combattre ensemble la COVID-19 » en français.

Soutenir les personnels de santé et leur exprimer la solidarité de l'ONU au Sénégal

Ils ont officiellement été 456 personnes du système sanitaire, à être touchées par la COVID-19 au Sénégal, à la date de 10 mai 2021. L'Equipe Pays, représentée par les Représentantes de l'OMS, d'ONU Femmes et du PAM, s'est rendue aux centres de santé de Ngor et à l'hôpital Fann. Du matériel de protection, notamment des cartons de gel hydroalcoolique, des masques, des dispositifs de lavage des mains, ainsi que des outils de sensibilisation, a été mis à la disposition du personnel et des autorités hospitalières. Ces derniers ont salué ce geste des Agences des Nations Unies au Sénégal, après que le Docteur Lucile Imboua, Représentante de l'OMS au Sénégal, les ait félicités pour le remarquable travail qu'ils ont accompli dans la gestion de la pandémie et la mobilisation en faveur de la vaccination.

« *Les communautés nous respectent et nous écoutent. Il est donc important que nous continuions à être des relais pour marteler les messages sur le respect des mesures barrières et la vaccination. Nous saluons l'engagement d'ONU Sénégal auprès des communautés, car c'est auprès d'elles que la bataille sera gagnée.* » a déclaré Dr. Diop de l'hôpital de Fann.



Sensibiliser les détenues et le personnel de la prison des femmes de Liberté 6, Dakar

78 détenues dont des mineures ; des femmes qui sont majoritairement incarcérées pour infanticide. L'Equipe pays a été représentée par le Coordonnateur Résident Siaka Coulibaly, accompagné des Représentants d'ONU Femmes, de l'OIM, de l'UNICEF et de membres du personnel du système des Nations Unies au Sénégal. Des dispositifs de lavage des mains, des lots de gel hydroalcoolique, des masques, des produits d'hygiène féminine, des outils de sensibilisation, mais également des rouleaux de tissu blanc et des t-shirts blancs pour l'atelier de teinture des détenues, ont été remis au représentant de l'administration pénitentiaire et aux autorités de la prison.

Au-delà de la lutte contre la COVID-19 et la sensibilisation sur le respect des gestes barrières, des mesures de prévention et de la vaccination, cette visite a été l'occasion pour l'Equipe Pays, de s'enquérir des conditions de détention des femmes, de leurs besoins et ceux du personnel pénitentiaire.

La visite a également été pour l'Equipe Pays des Nations Unies, l'occasion de constater le remarquable travail qui est en train d'être fait, pour préparer la réinsertion des détenues, notamment à travers des formations aux métiers de la teinture, de la coiffure, de l'esthétique féminine, etc.

« Les activités de formation et les ateliers que nous mettons au service des détenues sont essentiels, car ils leur permettent de mieux supporter la vie carcérale, mais surtout parce qu'en participant à ces activités, elles acquièrent de nouvelles compétences qui peuvent faciliter leur réinsertion dans la société, une fois leurs peines exécutées. » a déclaré la Directrice adjointe de la prison.

Grâce aux explications du lieutenant Sanka, représentant de l'administration pénitentiaire, la délégation du système des Nations Unies a une meilleure connaissance de la cartographie des prisons de la région de Dakar, notamment avec certaines qui comptent des populations vulnérables, comme la prison pour mineurs de Dakar et celle réservée aux malades.

M. Sanka a par ailleurs salué la démarche de l'Equipe Pays des Nations Unies, en faisant un plaidoyer pour qu'au-delà de la lutte contre la COVID-19, la collaboration soit renforcée, pour une meilleure efficacité des interventions en direction des prisons.



Soutenir les enfants des « Daaras » et accompagner la modernisation

Tout comme les femmes, les enfants ont été fortement impactés par la pandémie, en particulier les enfants des daaras, trop souvent victimes de la mendicité, d'abus sexuels et de violences de tout genre. L'Etat du Sénégal, accompagné par le système des Nations Unies et d'autres partenaires, a entamé dès 2018, une profonde réforme du statut des daaras, dont le but est de créer des passerelles entre les daaras et l'école publique, à travers un cursus pédagogique sur huit ans, combinant apprentissage du Coran et acquisitions des compétences élémentaires des programmes du CP au CM2. En effet, il faut noter que nombre d'enfants des daaras ne savent ni lire ni écrire en français et n'ont pas de notion de calcul. Aussi, en plus de les protéger en organisant le secteur, la réforme leur permet d'acquérir le socle de connaissances du niveau de l'éducation élémentaire.

Le slogan écrit à l'entrée du daara « *Moukhadamatoul Khidma* » de Pikine Guinaw Rail Sud, qui pourrait être traduit par



« Education au service dévoué » est « Pour qu'un enfant grandisse, il faut tout un village » ; ce qui traduit l'approche communautaire innovante de cette daara moderne du nord de Pikine, où l'Equipe Pays, représentée par ONUDC, l'UNESCO, la FAO et le Bureau du Coordonnateur Résident, s'est rendue. D'ailleurs les enfants en fin de cycle primaire, était justement en train de suivre un cours dans une classe bien équipée, sur les Nations Unies et leur rôle dans le monde. Il faut souligner que ce daara est un modèle de réussite dans le processus de modernisation initié par le Gouvernement, avec un enseignement mixte composé de sciences islamiques, mais également un cursus en français, comportant le programme de l'éducation nationale.

Outre la sensibilisation sur les mesures barrières pour protéger les enfants de la COVID-19 et empêcher qu'ils ne contaminent leurs proches, l'Équipe Pays des Nations Unies a surtout insisté auprès des enfants pour qu'ils soient les relais des messages de sensibilisation auprès des familles. La visite a également été l'opportunité de les sensibiliser sur les droits des enfants.

« Notre objectif est de bâtir des êtres humains, conscients de leur valeur, engagés dans leur communauté et le développement de leur pays. Pour cela, nous veillons à ce que les enfants disposent de suffisamment d'outils pour comprendre le monde qui les entoure et qu'ils puissent s'y épanouir et avoir un avenir serein. », a déclaré M. Diagne, directeur de « *Moukhadamatoul Khidma* », qui a chaleureusement remercié l'Equipe Pays, en formulant des prières pour que la collaboration avec la daara soit renforcée et qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte. En plus du matériel de protection et de sensibilisation, les représentants de l'Equipe pays ont également mis à la disposition du Daara, des produits de consommation, notamment du riz, du sucre, de l'huile et du lait.

Présent également lors de la cérémonie, M. Ibrahima Pouye, deuxième adjoint au Maire de la commune de Guinaw Rail Sud a magnifié l'initiative du système des Nations dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, tout en plaidant pour que d'autres initiatives soient menées, en particulier vers les populations les plus vulnérables.

Des communes fortement impactées par la COVID-19

Les communes de Médina et Ngor, ont ceci de particulier, qu'elles ont toutes les deux des superficies très réduites et une densité démographique très élevée. La médina, un des quartiers les plus populaires de Dakar, créée en 1914, compte 150.000 habitants pour une superficie de 2 km². Ngor compte quant à elle 22.000 habitants pour une superficie de 4.5 km². Dès le début de la COVID-19, ces communes ont été qualifiées de bombes à retardement, compte tenu de la promiscuité et elles se sont très vite retrouvées dans la liste des communes les plus touchées. Avec des populations très jeunes, elles ont également subi les contrecoups socio-économiques de la pandémie. Ngor est un quartier traditionnel de pêcheurs, où l'écrasante majorité des jeunes travaillent soit dans la pêche, soit dans le secteur hôtelier, compte tenu de la présence et de la proximité de complexes hôteliers. Or ces deux secteurs font partie de ceux qui ont le plus subi les conséquences de la pandémie.

« En nous mettant ensemble, nous pouvons soulever des montagnes », a lancé à l'auditoire l'artiste Akou, jouant devant l'Equipe Pays et les invités, l'allégorie du fagot de bois qui ne peut être cassé, alors que les tiges qui le composent peuvent individuellement être facilement brisées. Le Coordonnateur Résident et les Représentants d'ONU Femmes, du PAM, d'OIM et de l'UNESCO ont été très impressionnés par la prestation de cet artiste en situation de handicap physique, profondément engagé dans sa communauté.



En mettant en pratique la leçon d'Akou, de son vrai nom Baytir Samb, la commune de Ngor, mais également celle de Médina, ont su inverser la tendance de la COVID-19 et déjouer les pronostiques les plus sombres. En effet, des approches quasi similaires ont permis à ces communes de gérer la pandémie, notamment en réallouant dès le début, l'essentiel de leur budget à la riposte, mais également en développant des approches communautaires innovantes, ainsi que des mesures impopulaires comme la fermeture des marchés et des mosquées, alors que l'Etat n'avait pas encore pris ces mesures. A Médina comme à Ngor, l'Equipe Pays a mis à la disposition de la commune du matériel de protection, notamment des lots de

gel hydroalcoolique, des masques, des dispositifs de lavage des mains, mais également des outils de sensibilisation communautaire.

Au-delà de la pandémie, de nombreuses opportunités de partenariat sont apparues lors de ces visites. Le maire de la commune de Médina a par exemple, mis en place un projet de pavage des rues de la commune, en formant d'anciens délinquants, ou prostituées, mais également des jeunes démunis, à la fabrication et à la pose des pavés, leur garantissant un revenu stable, tout en participant au développement de la communauté. Une maison du cuir est prévue, ainsi qu'une maison de l'or, qui vont accueillir les artisans de la commune qui travaillent ces matières. Pour tous ces projets, le maire a invité les Agences des Nations Unies à participer.



Ngor a également des projets, notamment pour soutenir les jeunes et les femmes. L'équipe pays du système des Nations Unies est résolue à accompagner la commune et les ngorois pour relever les défis auxquels ils font face et soutenir les plus vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes.

Il est également important de souligner que l'Equipe Pays a également mis à la disposition de l'école Baytir Samb de Ngor, du matériel de protection et de sensibilisation.

Soutenir les personnes en situation de handicap

Elles font partie des populations les plus impactées par la pandémie. Aussi, pour l'Équipe pays des Nations Unies, il était important de leur apporter un soutien et de les sensibiliser sur les mesures de protection et la vaccination.

Pour ce faire, une délégation composée de représentants du Bureau régional des Volontaires des Nations Unies de l'Afrique de l'Ouest et du centre, du Bureau Pays du Programme des Nations Unies pour le Développement, l'Office des Nations Unies contre les drogues et le crime et du Bureau de la Coordination, s'est rendue dans la communauté rurale de Montrolland, dans la région de Thiès, pour assister l'Association

des Handicapés de Mont Rolland.



À cette occasion, deux stations de lavage, des kits de protection et de sensibilisation, ainsi que des denrées alimentaires ont été mis à la disposition de l'association.

La cérémonie s'est déroulée en présence du Maire de la commune de MontRolland, M. Ciss, du représentant du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, de la présidente et du Secrétaire général de l'Association des personnes vivant avec un Handicap de Mont Rolland et des populations, qui n'ont pas manqué de remercier chaleureusement le système des Nations Unies pour cette initiative grandement appréciée.

«Notre travail est d'assister les couches vulnérables, les veuves, les personnes du 3^{ème} âge, les enfants déshérités, mais surtout les personnes vivant avec un handicap ; raison pour laquelle nous sommes toujours motivés d'accompagner toute initiative souhaitant assister les personnes en situation de handicap » a déclaré M. Ndiaye, le Représentant du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, qui a rappelé que «pour atteindre un développe-

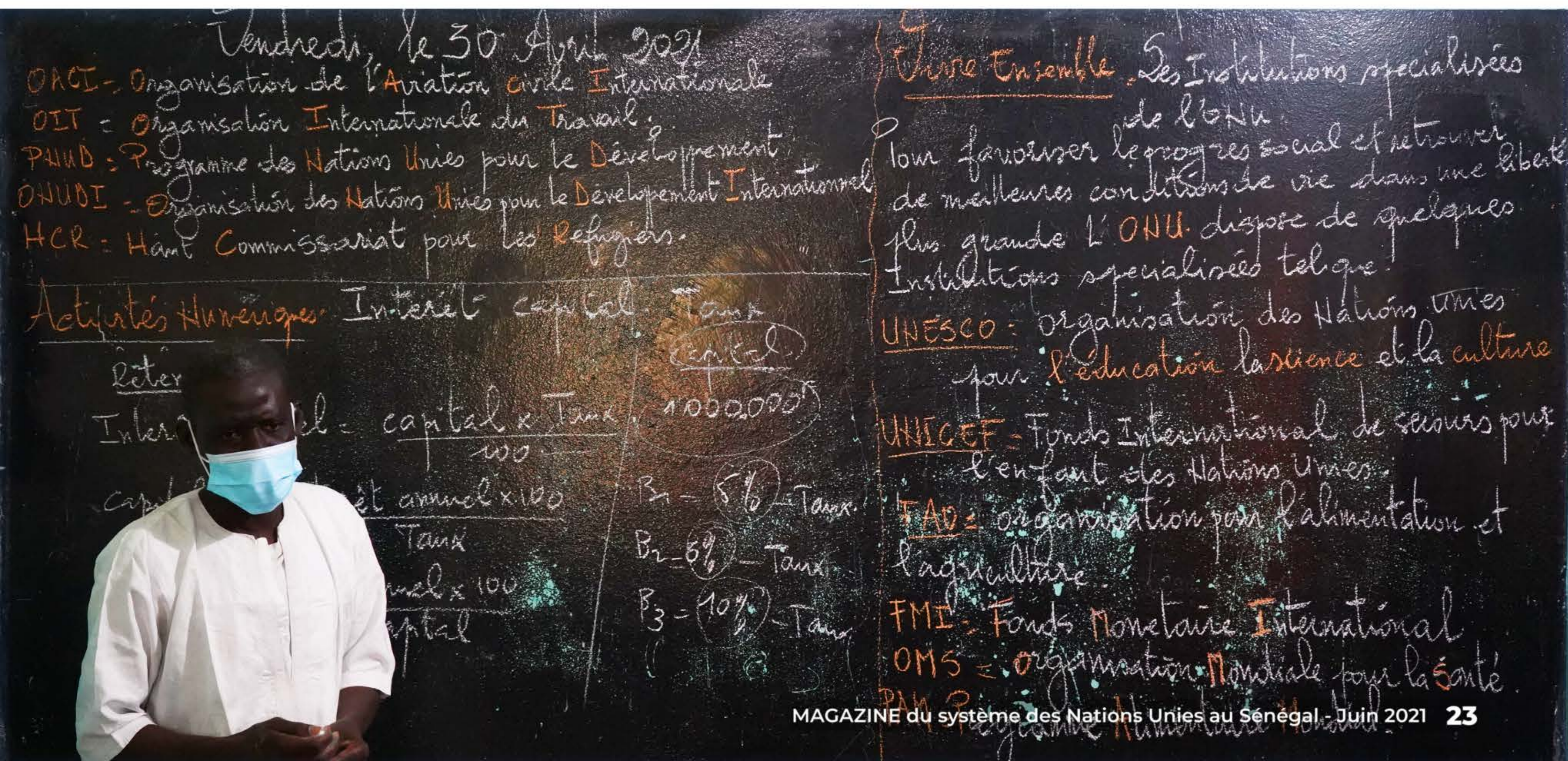
ment durable, nous devons en effet, tous ensemble, aller vers une inclusion sociale. Personne ne doit être en rade.».

Monsieur le Maire a souligné dans son mot de bienvenue : «Nous remercions et félicitons les Nations Unies pour leur noble geste. Ils s'étaient rendus auparavant à l'école de Diassa et mis du matériel didactique au profit des élèves. Aujourd'hui ils sont ici avec ces dons et en effet, leur souhait c'est que personne ne soit laissé pour compte, comme proclame leur slogan.».

«Nous saluons fortement la venue de l'ONU à Mont Rolland, ainsi que tous ce matériel qui nous est offert. Ceci est une surprise pour nous dans la mesure où nous ne nous y attendions pas du tout. Nous sommes vraiment heureux !» a déclaré Fatou Ciss, Présidente de l'Association des personnes vivant avec un Handicap de Mont Rolland.

Il faut souligner que conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, l'Équipe Pays est en train d'oeuvrer pour accompagner le Gouvernement à asseoir les bases devant favoriser l'accomplissement de progrès durables et de transformations dans la prise en compte de la question du handicap. Aussi, c'est tout naturellement que dans le cadre de la semaine d'engagement communautaire contre la COVID-19, le système des Nations Unies au Sénégal s'est également rendu auprès des personnes en situation de handicap, pour que dans la lutte contre la pandémie et la vaccination, elles ne soient pas laissées de côté.

De manière globale, la semaine d'engagement communautaire initiée par l'Équipe Pays a été un succès et surtout l'opportunité de mieux comprendre les attentes et les besoins de ces cibles vulnérables, pour toujours plus de partenariats et d'efficacité dans les interventions.



Initiative conjointe « Panier de la ménagère » avec UNFPA, FAO et ONU Femmes

Initiative conjointe « Panier de la ménagère » avec UNFPA, FAO et ONU Femmes – Par Dieynaba Ndiaye – UNFPA



« La crise de la COVID-19 a eu un impact incommensurable sur les femmes au Sénégal, tant au plan social qu'économique. En effet 75% des sénégalaises évoluent dans le secteur informel et les mesures de confinement ont entraîné une baisse partielle et parfois totale de leurs revenus, alors qu'elles ne bénéficient d'aucun recours ».

Le Suite à l'apparition du 1er cas positif de la COVID-19 au Sénégal, le 2 mars 2020, l'État a pris des mesures exemplaires pour freiner la propagation du virus sur le territoire. Le Président de la République, avait notamment décrété, un couvre-feu, l'état d'urgence avec une limitation des déplacements inter et intra-régionaux et l'interdiction des rassemblements quels qu'ils soient. Ces mesures avaient entraîné un disfonctionnement et/ou fermeture des marchés ruraux et limité les échanges entre les régions avec des conséquences négatives réelles sur les capacités de commercialisation de leurs produits. Les systèmes alimentaires en étaient ainsi fragilisés.

Afin d'assurer la résilience économique des groupes vulnérables, le bon fonctionnement des chaînes de valeur alimentaire, de promouvoir la production et la disponibilité d'une alimentation nutritive, diversifiée et sans risque, le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), et le Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants (MFFGPE), dans le cadre du Programme de résilience économique et social (PRES), avec l'appui de FAO, ONU Femmes, et UNFPA, ont lancé l'initiative « Panier de la ménagère » pour répondre à la crise de la COVID-19 au Sénégal.

Cette initiative, alignée au plan de réponse des Nations Unies contre la COVID-19, avait pour objectif de :

1. Renforcer les capacités de résilience des producteurs/trices, rendus vulnérables par les difficultés de commercialiser leurs produits agricoles.
2. Apporter aux ménages affectés par l'insécurité alimentaire un panier alimentaire diversifié et nutritif.
3. Renforcer les mécanismes de prévention et de prise en charge

des victimes de violence basées sur le genre (VBG).

L'initiative « *Panier de la ménagère* » dispose d'une plateforme de commerce en ligne « *senlouma.org* » constituant un marché d'échange virtuel entre vendeurs (particuliers, coopératives ou entreprises) et clients (grossistes, transformateurs, restaurants ou particuliers) dans laquelle il est possible de publier ou de consulter des offres. Cette possibilité d'acheter directement auprès des fournisseurs et de commercialiser les produits aux consommateurs finaux, raccourcit considérablement les circuits de commercialisation, et par conséquent, réduit les pertes post-production ainsi que le prix de vente des produits, tout en augmentant les revenus nets des agriculteurs.

Plus de 1 000 organisations de producteurs identifiées par l'Agence Nationale de Conseil Agricole (ANCAR) ont été retenus pour être inscrites sur la plateforme du « *Panier de la ménagère* » dans une première phase avant l'ouverture de l'accès à l'ensemble des producteurs du pays. La plateforme contient aussi une base de données géolocalisée sécurisée permettant aux producteurs de partager des informations relatives à leurs exploitations telles que les surfaces cultivées de leurs champs, les spéculations et les rendements attendus pour un service plus ciblé.

La plateforme dédiée au « *Panier de la ménagère* » est couplée à une autre initiative de la FAO Services Agricoles et Inclusion Digitale en Afrique (SAIDA <https://digital.apps.fao.org/>) qui appuie la mise en œuvre de l'e-stratégie de l'ANCAR. SAIDA est une plateforme composée de quatre applications (Météo et Calendrier agricole ; Santé et Alimentation animale ; Prix des Marchés agricoles et Alimentation et Nutrition). Elle est créée dans le but de participer également à la digitalisation des chaînes de valeur agricoles et aux innovations digitales pour une agriculture et un élevage résilients aux changements climatiques sur l'ensemble du territoire national. Elle est disponible dans six langues nationales qui sont le Diola, le Pulaar, le Mandingue, le Sérère, le Soninké et le Wolof.

Le « *Panier de la ménagère* » a été financé grâce à une contribution de 450 000 000 de francs CFA de l'UNFPA, de la FAO et de l'ONU Femmes avec l'appui de l'ANCAR, de la Direction de la Famille et de la Protection des Groupes Vulnérables. Le projet ciblait les petits agriculteurs, les femmes productrices et transformatrices de produits locaux, les opérateurs économiques, les commerçants, les collectivités territoriales, les femmes et filles en situation de vulnérabilité (victimes de violences, porteuses de fistules, en milieu carcéral, personnes vivant avec un handicap) et les ménages vulnérables hébergeant des enfants de 0 à 5 ans.

Grâce aux interventions des trois agences onusiennes, 14 075 ménages vulnérables ont bénéficié de l'initiative en recevant un kit composé des produits alimentaires locaux de première nécessité (céréales, produits carnés, maraichers et halieutiques transformés), de kits de dignités (serviettes hygiéniques réutilisables au profit de 3 155 membres des clubs de jeunes filles) et de produits de protection dans huit régions du Sénégal (Dakar, Kaolack, Louga,

Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor).

Le Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des enfants (MFFGPE) a contribué au panier en commandant et distribuant, sur financement de l'UNFPA et d'Affaire Mondiales Canada, 231 tonnes de riz et 23 tonnes de céréales chez des femmes productrices et transformatrices pour alimenter le kit, ce qui a permis de générer 167 018 459 de francs CFA en faveur de 690 acteurs économiques locaux. Le projet a permis au réseau des femmes productrices de riz de la Vallée du fleuve Sénégal (REFAN) de fournir 33 750 tonnes de produits distribués à 14075 ménages vulnérables. Deux cent quatre-vingt-cinq (285) GIE, répartis dans les départements de Matam, Podor, Saint-Louis, Dagana et Bakel ont fourni des céréales locales.

Du point de vue des bénéficiaires, l'initiative a eu un effet salvateur ; au-delà de la dimension sécurité alimentaire, elle aura permis une réallocation des faibles ressources ainsi épargnées au profit des besoins vitaux tels que les soins de santé ou le maintien des AGRs comme en témoigne A. S. membre du club des jeunes filles de la région de Ziguinchor.

« L'apparition de la COVID-19 a changé ma vie et de ma famille, mon père a perdu son emploi et ma maman a arrêté son activité économique. Ainsi subvenir aux besoins de la famille est devenu un casse-tête pour mes parents. Malgré la reprise de ses activités économiques, après la levée du couvre-feu, les revenus générés par ma mère ne pouvaient plus couvrir tous les besoins de la famille et papa n'avait pas encore repris son travail. C'est grâce à l'initiative panier de la ménagère que mon petit frère a pu être soigné. En effet, il était malade depuis plusieurs jours mais faute d'argent mes parents ne l'ont pas conduit à l'hôpital. Quand ma famille et moi avons reçu le kit alimentaire, mon père a pris l'argent réservé à la dépense quotidienne pour amener mon petit frère à l'hôpital et acheter les médicaments. Une situation qui lui a permis de guérir, de reprendre l'école et de passer son examen du CFEE ».

Cette initiative aura permis, pour certains bénéficiaires, de restaurer leur dignité et le respect de leur entourage. Pour d'autres ce panier de la ménagère les aura sauvés de certaines formes de violences au sein du ménage.

« La réponse à la COVID-19 n'est pas que sanitaire. Nous devons faire en sorte de protéger les femmes et les filles affectées par la baisse des revenus, l'accroissement des tensions au sein des ménages et exposées au risque de violences basées sur le genre », a plaidé la Représentante Résidente de UNFPA, Cécile Compaoré Zoungrana.





qu'on n'a plus les traces de notre patrimoine matériel.» M. Abdoul Aziz Guissé, Directeur du patrimoine culturel.

Cette rencontre portée par la Direction du Patrimoine Culturel vise à engager l'ensemble des parties prenantes nationales concernées dans ces efforts de consolidation des outils et mesures de protection du patrimoine culturel au Sénégal en vue de l'élaboration d'un avant-projet de loi. Parmi les participants étaient représentés, des responsables de la gestion du patrimoine culturel, de la recherche et formation, des architectes, des notaires spécialistes du foncier, des juristes ou encore des archéologues, des urbanistes ainsi que les forces l'ordre et de sécurité chargées de l'application de la loi.

« Je suis convaincue qu'une entente et un dialogue constructif entre les différents acteurs de ce processus de révision de la loi, pourront donner des résultats significatifs pour l'amélioration des mécanismes de protection du patrimoine culturel au Sénégal, pour que ceux qui viennent derrière nous puissent le voir, le toucher, et sentir la mémoire, car comme on dit, le patrimoine est la mémoire du futur. » Mme Guiomar Alonso Cano, Conseillère régionale pour la Culture au Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel).

Cette initiative fait suite à la formation en ligne organisée en juin 2020 par le Bureau de l'UNESCO à Dakar et ses partenaires, pour le renforcement des réseaux opérationnels de lutte contre le trafic des biens culturels au niveau régional et s'inscrit dans une dynamique plus large qui prévoit la mise en place d'une procédure effective de certification et autorisation d'exportation, et de fouilles archéologiques ou encore le développement d'une banque d'images des pièces maîtresses des biens culturels nationaux.

Depuis de nombreuses années, l'Etat du Sénégal mène des actions pour la préservation du Patrimoine culturel en collaboration et avec le soutien technique et financier de l'UNESCO à travers son Bureau Régional à Dakar, afin d'accompagner les pays dans la mise en œuvre effective de la Convention de l'UNESCO de 1970 à laquelle le Sénégal est Etat partie signataire depuis 1984, mais aussi de préserver les autres formes de patrimoine comme le patrimoine immatériel, le patrimoine mondial culturel et naturel ou encore le patrimoine culturel subaquatique.



FOCUS

Le Sénégal s'engage pour le renforcement de la protection de ses biens culturels : consultation nationale pour la révision de la loi sur le Patrimoine

Par Marie Schmitz - UNESCO

Le Sénégal démarre un processus d'actions pour renforcer la protection de son patrimoine dont un projet de révision de la loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 qui fixe le régime des sites et monuments historiques et celui des fouilles et découvertes y compris, pour intégrer des mesures concernant la lutte contre le trafic illicite des biens culturels.

Coïncidant avec la journée de l'Afrique et surtout l'entrée en vigueur de la Charte de la Renaissance Culturelle Africaine, l'atelier de consultation nationale qui marque la première étape de ce processus s'est déroulé les 25 et 26 mai à Dakar et a permis de mobiliser une trentaine d'acteurs multipartites sous la présidence de Monsieur Demba Faye, directeur de cabinet du Ministre de la Culture et de la Communication, Mme Guiomar Alonso, conseillère régionale pour la Culture du Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) et de l'ancien ministre de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire Monsieur Seydou Sy Sall en qualité de modérateur.

« Nos lieux de mémoire, nos lieux sacrés, notre patrimoine culturel immatériel, cette convention de 2001 sur le patrimoine subaquatique que nous venons de ratifier sont autant d'éléments qui nous obligent à revoir cette loi qui n'est plus adaptée au contexte actuel de notre environnement qui est en plus marqué par des mutations économiques fortes et une urbanisation qui fait

FOCUS

Commémoration de la Journée de l'Enfant Africain : « Un sourire pour chaque enfant »

Par Moussa Diop - UNICEF/ Habibou Dia - HCDH



« Un sourire pour chaque enfant » ! C'est le titre de l'exposition photos initiée dans le cadre de la Journée de l'Enfant Africain commémorée ce 16 Juin 2021. On découvre ici avec peine des enfants au visage tuméfié, au dos lacéré par le fouet du maître, des enfants vivant avec des lésions dues aux dermatoses sur les panneaux. D'autres panneaux retracent les opérations de retrait, de prise en charge médicale et d'identification des enfants avant le retour en famille. La chaleur du foyer, la tendresse de la mère, le bol alimentaire avec sœurs et frères. L'exposition de 24 photos est à voir à l'hôtel de ville de Dakar.



La Ville de Dakar et ses partenaires, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), Save the Children et de

nombreux Comités département de protection de l'enfant ont ainsi retracé à travers les images la mise en œuvre du « Projet de Protection d'urgence des enfants, Zéro enfant dans la rue » initié par le Gouvernement du Sénégal pour protéger les enfants dans ce contexte de COVID-19.

Madame Soham El Wardini, Maire de Dakar a ainsi insisté sur le rôle de l'État, des collectivités territoriales, de la société civile en faveur de la protection des enfants après la ratification de la Convention Internationale des droits de l'enfant et de la Charte Africaine du droit et du bien-être de l'enfant par le pays. Mme Wardini a souligné que dans le cadre du retrait des enfants de la rue, « la municipalité avait mis à disposition du Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des enfants 12 centres socio-culturels dont 3 ont servi de site de placement provisoire des enfants ».



La Représentante de l'UNICEF au Sénégal a saisi ce fort moment de plaidoyer pour souligner que « l'exposition qui nous réunit aujourd'hui vient illustrer tout autant les situations dramatiques dont sont victimes les enfants, que la solidarité dans l'action, et l'espoir retrouvé d'une enfance heureuse. Les enfants, à travers leurs sourires retrouvés, nous donnent aussi ici une formidable leçon de résilience » a encore indiqué Silvia Danailov. Pour sa part, Monsieur Andréa Ori, Représentant du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) s'est appesanti sur « La persistance des pratiques comme la mendicité forcée, la servitude domestique des filles à des fins de traite, les abus sexuels, les mutilations génitales féminines et les mariages précoces constituent autant de contraintes auxquelles font face des milliers d'enfants du Sénégal, de l'Afrique en général ».

En effet, le bureau du HCDH pour l'Afrique de l'ouest dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Protection des Enfants Victimes de violation de leurs droits (PAPEV) au Sénégal a contribué aux efforts du gouvernement ainsi que des organisations de la société civile pour protéger les enfants contre les effets de la COVID-19.

Pour rappel la Journée de l'Enfant Africain commémore le massacre des enfants de Soweto par le régime de l'Apartheid en Afrique du Sud. Ces enfants manifester pour réclamer leur droit à l'éducation. Au Sénégal une Semaine Nationale de l'Enfant est célébrée en même temps que pour mobiliser les décideurs et les acteurs de la protection de l'enfant autour des grands défis de la protection de l'enfant.



FOCUS

Akou, le fils de Ngor

Par P. C. Sakho Jimbira - Bureau du Coordon. Résident

Dans les rues de Ngor, Akou, de son vrai nom El Hadj Baytir Samba, est partout chez lui. Impossible de faire dix mètres sans qu'un habitant ne l'aborde et, c'est toujours avec la même bienveillance et un sourire rassurant, qu'il prend des nouvelles du fils parti en mer, du neveu immigré en Italie, du papa malade, ou de la fille de quinze ans, enceinte de son premier enfant. Pour lui, ces fils, pères, mères, neveux et filles, sont les siens ; les membres d'une même famille dont le sort le préoccupe à tout instant.

Pourtant, il lui aura fallu batailler très tôt avec la vie, quand très jeune, de retour d'Abidjan où travaillait ses parents, il foule pour la première fois le sable de Ngor, ce quartier traditionnel de pêcheurs Lébous, situé à la pointe occidentale de Dakar. Les moqueries des autres enfants n'ont pas tardé, pour cet « Ivoirien » qui ne parlait pas encore le wolof, mais surtout parce que Baytir fait partie de ces milliers d'enfants africains que la poliomyélite a frappé au début des années 70, les marquant pour le reste de leur vie. Confié à son oncle et homonyme, quand au bout de quelques mois, ses parents durent encore immigrer au Gabon, Baytir, en échec scolaire, compris très tôt qu'il lui fallait développer une personnalité forte, pour ne pas subir le sort de ces centaines de jeunes en situation de handicap de l'époque, relégués dans les arrière-cours des maisons, comme pour en faire des fantômes sans avenir.

Docteur Akou et Mister Baytir

Il n'en prit pas conscience en ce moment-là, mais pense-t-il que c'est à ce moment précis de sa vie qu'il s'est forgé un personnage, comme si c'est ce dernier qui devait être le docteur qui allait guérir ses blessures apparentes, comme enfouies. De l'enfant timide et réservé, Baytir devint très vite le boutentrain dont tout le monde cherche la compagnie, qui fait littéralement s'étaler de rire tous les jeunes et moins jeunes qui se délectent des histoires qui sortent de son imagination.

« Je ne pouvais pas jouer au football et ne pouvais pas rivaliser avec les autres enfants en sport. Mais, j'ai très tôt compris que ce qui comptait le plus pour moi, c'était de créer du bonheur autour de moi, de faire rire les gens et surtout de les éduquer en faisant passer des messages positifs à travers des histoires. ».

Bien sûr, il a fallu bien vivre de quelque chose et s'étant fait la promesse de ne jamais tendre la main pour subvenir à ses besoins, il fut tour à tour maçon et ferrailleur ; des métiers auxquels, le temps passant, il se résolut à renoncer à cause de sa situation de handicap et des effets sur son corps. C'est à la suite de ces diverses expériences, qu'il entreprit une formation d'animateur culturel pour devenir artiste comédien, conteur, puis metteur en scène et créa l'association « Wennu saï » (un seul fagot) ; une allégorie tirée des enseignements du sage Luqman, qui dans la sourate éponyme numéro 31 du Coran, enjoint ses enfants à rester unis comme un fagot de bois, pour ne pas être facilement détruits, tandis que désunis, ils deviennent vulnérables à l'image des brindilles de bois prises séparément. Cette allégorie allait profondément marquer son engagement communautaire.



Unis, comme un fagot

A l'occasion de sa semaine d'engagement communautaire organisée au mois de mai 2021, l'Équipe Pays du système des Nations Unies a été subjuguée par la prestation d'Akou qui, en mettant en scène l'allégorie du fagot, leur a permis de mieux comprendre l'état d'esprit des habitants de Ngor, leurs difficultés et les défis auxquels ils doivent faire face.

Les défis sont en effet nombreux et les difficultés persistantes, le tout exacerbé par l'impact de la COVID-19. Une densité importante avec 22.000 habitants entassés sur 4,5 km², une population majoritairement jeune et sans formation, ni emploi. « *Il est vrai que l'on a eu peur au début de la pandémie* », confie Baytir et certains ont décrit Ngor comme une bombe à retardement. D'ailleurs, les premiers chiffres ont confirmé cette prédiction, plaçant la commune parmi les plus touchées de la région de Dakar. « *C'est là que le miracle s'est produit, quand autour des autorités municipales, nous avons décidé de devenir un fagot* » explique fièrement Baytir. En effet, sous le leadership du maire Amadou Gueye, les Ngorois ont décidé d'affronter ensemble la pandémie, en faisant collectivement le choix de réallouer une partie importante du budget de la municipalité à la lutte contre la COVID-19 et le soutien aux plus vulnérables, et en impliquant tout le monde dans des activités d'engagement communautaire. Bien entendu, comme à l'accoutumé, Baytir s'est retrouvé en première ligne, mettant son expérience d'acteur communautaire au service de la lutte contre la pandémie. Finalement, les impacts de la pandémie ont pu être considérablement réduits, même si des difficultés endémiques subsistent.



Il faut souligner que l'engagement de Baytir dépasse les frontières de Ngor car, à force d'efforts, il a été adjoint au maire de la ville de Dakar, conseiller municipal de Ngor, et il est devenu le président des acteurs communautaires du Sénégal et le président national du réseau des organisations communautaires en santé. A ce titre, Baytir s'est beaucoup investi auprès du Ministère de la Santé et de l'Action Social, dans la lutte contre la COVID-19, notamment dans la communication sur les risques d'urgence et l'engagement communautaire, mais également la stratégie nationale de

déploiement de la vaccination. Il est ainsi allé avec ses équipes de volontaires, à la rencontre des communautés, des dignitaires religieux et coutumiers, des jeunes et des femmes, pour sensibiliser sur les mesures barrières et sur la vaccination.

Soutenir au-delà de la lutte contre la COVID-19

Baytir se réjouit que l'Équipe Pays du système des Nations Unies ait choisi Ngor, parmi les localités où la campagne d'engagement communautaire a été déployée. Toutefois, le soutien dont Ngor a réellement besoin dépasse le cadre des actions urgentes liées à la COVID-19, qui il est vrai, est venu accentuer des difficultés qui étaient déjà présentes. Les ngorois travaillent majoritairement dans les secteurs de la pêche artisanale et du tourisme ; deux secteurs durement touchés par les impacts de la pandémie. En effet, les restrictions et interdictions de déplacements en mer, ont privé les pêcheurs de leurs revenus pendant plusieurs mois. Ngor, qui compte également de grandes infrastructures hôtelières et touristiques, a vu beaucoup de ses filles et fils se retrouver au chômage à cause de la pandémie.

Aussi, l'emploi constitue-t-il un des défis majeurs de Ngor, à côté d'autres enjeux comme l'autonomisation des femmes, la formation des jeunes, la santé, etc. Par exemple, Ngor comptant beaucoup d'hôtels, de night clubs et d'auberges, mais également de plages très fréquentées par les jeunes, la santé reproductive et la lutte contre le VIH constituent des enjeux pour lesquels Baytir est engagé depuis des années, pour sensibiliser, accompagner et protéger les jeunes, en particulier les jeunes filles. « *Ngor regorge d'énormément de potentiels. Les jeunes et les femmes sont très dynamiques et ne demandent qu'à être accompagnés. Les Nations Unies peuvent nous appuyer de mille et une façons différentes, du renforcement des capacités des jeunes et des femmes, aux offres de formation, à la construction d'infrastructures dédiées aux jeunes et aux femmes, au financement de projets, ou encore au relèvement du plateau médical, tant de choses restent à faire ; même si l'équipe municipale en place a beaucoup œuvré dans ce sens, notamment à travers différents projets en faveur des jeunes et des femmes. Il faudra bien sûr mettre à jour le plan de développement local et créer un comité de mise en œuvre et de suivi et en cela l'accompagnement technique des Nations Unies pourrait grandement aider la commune.* » a expliqué Baytir.

L'entrevue avec El Hadj Baytir Samb, alias Akou s'est terminée sur une note d'optimisme, teintée de détermination dans laquelle il rappelle que les Nations Unies sont ce qu'elles sont parce que des hommes et des femmes, des communautés et des peuples ont su devenir un fagot solidement attaché. Aussi, prend-il au mot le Coordonnateur Résident du système des Nations Unies au Sénégal, Siaka Coulibaly, qui dans la visite de l'Équipe Pays à Ngor, a rappelé aux populations que les Nations Unies c'étaient elles, et qu'à ce titre, l'Équipe Pays est à leur service pour que personne ne soit laissé pour compte. Akou, ne doute point qu'avec le soutien du système des Nations Unies au Sénégal, les jeunes et les femmes de Ngor et de toutes les communes du Sénégal, viendront à bout de certains des défis auxquels ils sont confrontés.



COVID-19 nous a montré que la santé est
notre capital le plus précieux. Continuons à
œuvrer pour un accès équitable à ce droit
fondamental.



SANTÉ

Remise d'équipements médicaux et de matériels d'hygiène au Ministre de la Santé

Par Moussa Diop - UNICEF

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a remis au Ministère de la Santé et de l'Action sociale un important lot d'équipements médicaux et de matériels d'hygiène pour appuyer les efforts de la riposte à la COVID-19. La cérémonie de remise symbolique a eu lieu le 13 avril 2021 au Centre de Traitement des Epidémies (CTE) de l'Hôpital Aristide Le Dantec sous la présidence de M. Abdoulaye Diouf Sarr, Ministre de la Santé et de l'Action sociale qui a remercié l'UNICEF et le Gouvernement du Japon pour leur soutien au Sénégal.

Le lot comprend des concentrateurs d'oxygène, des thermomètres, des équipements de protection individuelle, des dispositifs de lavage des mains, des produits d'hygiène, des affiches mais aussi des équipements de réanimation du nouveau-né. Ces équipements sont destinés à 12 autres CTE dans sept régions du pays.

« A travers cette dotation en matériels de protection, de prévention et contrôle des infections et des équipements médicaux pour la prise en charge des cas de COVID-19 acquis grâce au financement du Japon, l'UNICEF renouvelle son engagement à côté des autres partenaires, à accompagner le Ministère de la Santé et de l'Action sociale » a souligné Silvia Danailov, la Représentante de l'UNICEF.

Pour sa part S.E. M. Arai Tatsuo, Ambassadeur du Japon a salué le « partenariat dynamique entre le Gouvernement du Japon et l'UNICEF pour apporter au Sénégal un soutien efficace dans la riposte contre la pandémie de la COVID-19, surtout en ce qui concerne les femmes et les enfants ».

De nouveaux équipements pour l'Unité de néonatalogie de l'Hôpital régional de Kolda

L'UNICEF a renforcé en équipements l'unité de néonatalogie de l'Hôpital régional de Kolda pour une meilleure prise en charge des nouveau-nés et pour la réduction de la mortalité. Les équipements mis à disposition sont composés de couveuses, de matériels de réanimation incluant des tables, des concentrateurs d'oxygène, des masques et des appareils de photothérapie, des tables d'examen, des charriots, des balances pour les nouveau-nés, entre autres.

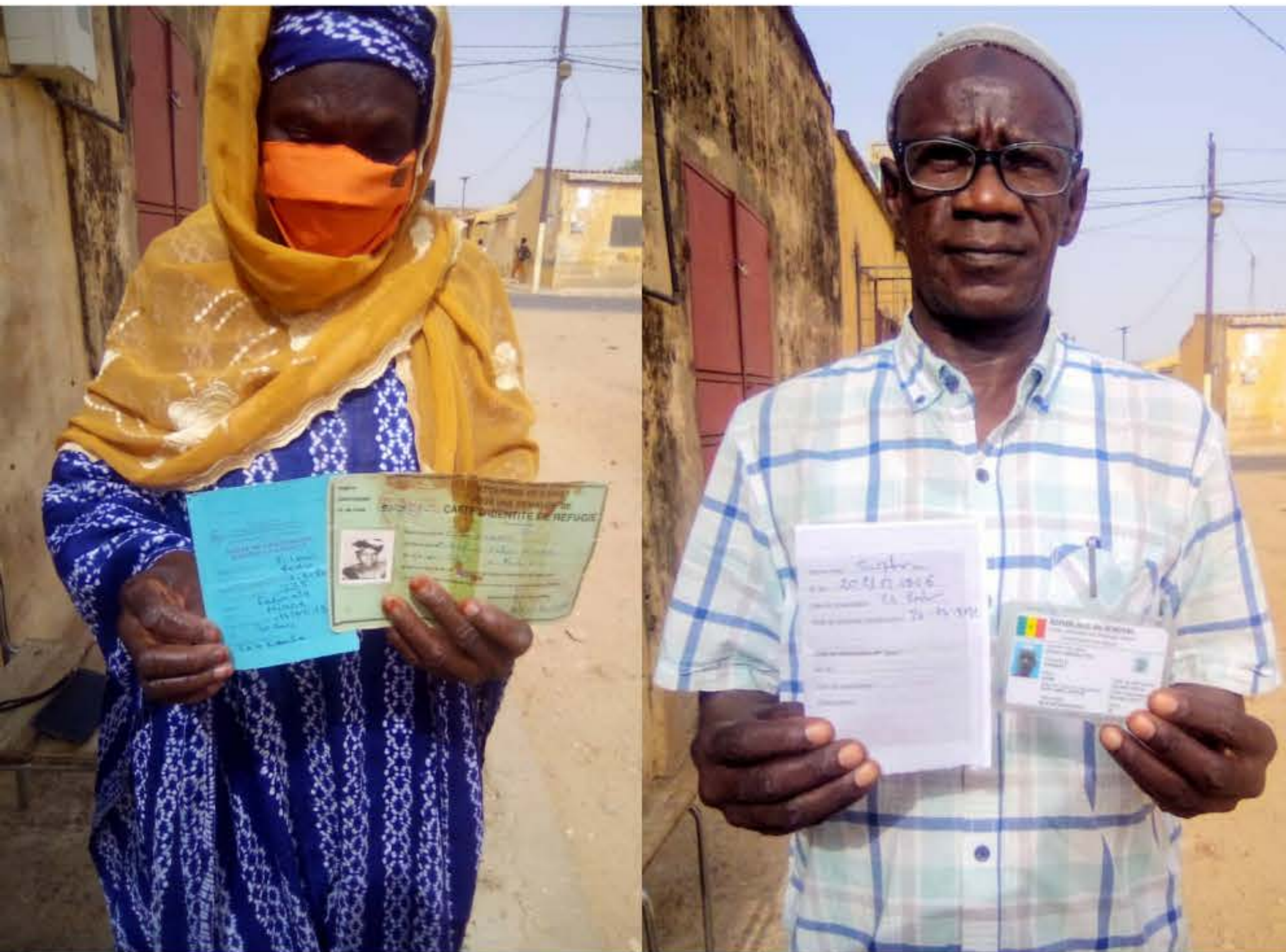
A l'occasion d'une visite de terrain en Casamance, Silvia Danailov a procédé en compagnie du Directeur de l'Hôpital régional de Kolda à l'inauguration de l'unité rééquipée. Elle a saisi l'opportunité pour « remercier le Gouvernement du Japon et le Fond Français Muskoka dont le concours a permis à l'UNICEF d'accompagner l'Hôpital régional de Kolda dans la prise en charge des nouveau-nés et des enfants en dotant la pédiatrie d'équipements modernes ».

Les équipements mis à la disposition de l'unité de néonatalogie font déjà la différence et permettent de sauver des vies d'enfants. Selon le Dr Djiba, pédiatre « le taux de décès de nouveau-nés est passé de 19% en 2019 à 13% en 2020. De 135 décès sur 706 enfants hospitalisés en 2019 on est passé à 106 décès sur 806 enfants hospitalisés en 2020. Le nombre d'enfants hospitalisés a augmenté alors que le nombre de décès a connu une baisse significative entre les deux années », a-t-il précisé.

SANTÉ

Les réfugiés bénéficient de la campagne de vaccination contre la COVID-19 au Sénégal

Par Gosia Courtay / Ndiogou Gueye - UNHCR



Les réfugiés bénéficiaient déjà de la vaccination pour ceux de plus de 60 ans, et désormais ils peuvent également être vaccinés au même titre que les citoyens sénégalais adultes de tous âges. Cette ouverture vise à faciliter la vaccination dans le cadre du programme national et démontre l'esprit de solidarité avec toutes les personnes se trouvant dans le pays de "la Terranga".

En 2020, quand la pandémie a éclaté dans le monde entier, les réfugiés et la population locale ont été tous touchés sans distinction par la crise économique. Le Gouvernement du Sénégal a donc généreusement aidé plus de 14 300 réfugiés et plus de 1 800 demandeurs d'asile à travers la distribution de kits alimentaires dans le cadre de la réponse nationale, ainsi qu'en couvrant les factures d'électricité et d'eau.

La générosité de l'appui du Gouvernement aux réfugiés pendant la pandémie a été très appréciée par ces derniers qui se déclarent prêts à la vaccination. Selon le Coordinateur des réfugiés à Podor, « *Le vaccin contre la COVID-19 est nécessaire pour le bien et la sécurité de toute la société au Sénégal. La maladie ne connaît pas la différence entre un réfugié et un citoyen. Vaccinons-nous et montrons l'exemple.* »

La nouvelle sur l'ouverture de la campagne de vaccination à toute personne s'est rapidement répandue parmi les réfugiés, principalement de bouche à oreille et via les réseaux sociaux. Les réfugiés ont presque immédiatement commencé à s'approcher des centres de vaccination et à recevoir leur premier vaccin.

« Cette campagne de vaccination est disponible non seulement dans les grandes villes, comme Dakar, mais aussi dans les petits villages des zones frontalières, où vivent la majorité des réfugiés, comme la Vallée du Fleuve. C'est un bon exemple de l'esprit de la « Terranga » qui atteint tous les coins du Sénégal! » déclare Daniel Ruiz, Senior Protection Officer, HCR, Représentation Multi-Pays au Sénégal.

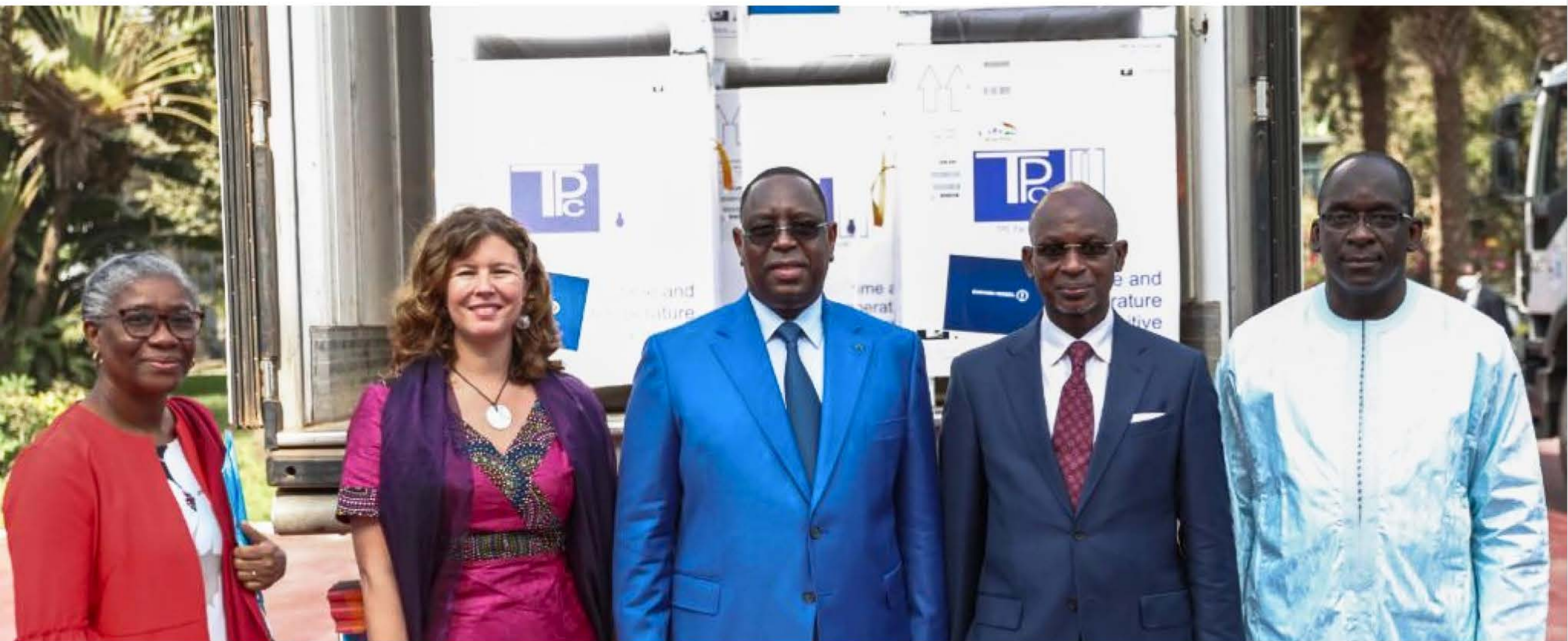
Depuis des années, la région de Saint-Louis, et en particulier le département de Podor, abrite la majorité des réfugiés mauritaniens, plus de 5062 personnes. Beaucoup d'autres réfugiés vivent également dans la Vallée du Fleuve, entre autres dans la région de Matam. La plupart d'entre eux souhaite continuer à vivre au Sénégal et s'intégrer localement. Ils sont bien intégrés grâce à l'hospitalité et l'entraide avec les populations hôtes. La coopération des autorités administratives et judiciaires assure également sans distinction, la protection et la promotion des droits des personnes sous le mandat du HCR.

En janvier 2021, en soutien à la réponse du Gouvernement contre la pandémie de la COVID-19, le HCR a appuyé le système de santé dans les Districts Sanitaires de Podor et Matam. Le don en matériel médical d'une valeur de 22 millions de francs CFA pour le District Sanitaire de Podor a inclus, entre autres, des appareils d'anesthésie, des sondes d'intubation, des masques et bouteilles à oxygène, et beaucoup d'autres instruments médicaux. Ce don est venu compléter une donation du HCR de plus de 7 millions de francs CFA dédié à la construction d'un site d'isolement dans le même district sanitaire. De plus, concernant le District Sanitaire de Matam, le HCR a également fait un don d'une ambulance médicale d'une valeur de 25 000 000 de francs CFA, et a appuyé le système de santé en matériel et équipement sanitaires s'élevant à 18 millions de francs CFA dédiés à 8 structures médicales de la région de Matam.

Enfin, dans le cadre d'une initiative conjointe avec les agences des Nations Unies : l'OIM, l'OMS, le HCR ont globalement contribué à hauteur de 82 000 000 de francs CFA, à renforcer la surveillance et le contrôle des frontières face à la COVID-19, par l'appui en logistique, matériel et équipements sanitaires, et par la construction de quatre sites d'isolement.

Lutte contre la COVID-19 : la vaccination, notre meilleure arme

Par P. C. Sakho Jimbira - Bureau du Coordonnateur Résident



Quatre mois après la réception des 800 000 doses de vaccins Sinopharm livrées au Sénégal par la Chine et des 324.000 doses du vaccin AstraZeneca/Oxford, au titre de l'initiative COVAX, seulement 500.000 Sénégalais se sont jusqu'ici fait vacciner contre la COVID-19.

Malgré l'appel du Chef de l'Etat et les efforts du Gouvernement dans la communication et la sensibilisation sur la vaccination, les résistances persistent et l'on est bien loin de l'objectif annoncé de 4 millions de vaccinés d'ici la fin de l'année 2021, soit un quart de la population.

Pourtant des efforts colossaux ont été consentis sous le leadership du Chef de l'Etat, pour mettre à la disposition des populations, en particulier des plus vulnérables, des doses de vaccins, pour stopper la progression de la pandémie au Sénégal. Le système des Nations Unies au Sénégal s'est très tôt engagé auprès du Gouvernement pour que les premières doses issues du mécanisme COVAX, puissent être livrées au Sénégal.



D'ailleurs, le Ministre de la Santé et de l'Action sociale, Abdoulaye Diouf Sarr, a réceptionné de la France, 184.000 doses supplémentaires du vaccin AstraZeneca ; le vendredi 4 juin, toujours dans le cadre de l'initiative COVAX.

Pour rappel, le Mécanisme COVAX vise au total à fournir au moins deux milliards de doses de vaccins contre la COVID-19 d'ici à la fin de 2021, dont au moins 1,3 milliard de doses aux 92 économies qui ont droit à un soutien au titre de la garantie de marché.

Combattre les fausses nouvelles

Plus de 181 États membres des Nations Unies ont exprimé leur soutien au texte intitulé « *Déclaration politique sur un accès mondial équitable aux vaccins anti-COVID-19* », qui a été présenté lors d'une réunion informelle de l'Assemblée.

« *Nous croyons fermement que "personne ne peut être en sécurité tant que tout le monde n'est pas en sécurité", et qu'un accès équitable et abordable à des vaccins anti-COVID-19 sûrs et efficaces doit être garanti pour assurer un rétablissement rapide et contribuer à mettre fin à la pandémie* », dit le texte. « *Nous nous engageons à traiter la vaccination contre la COVID-19 comme un bien public mondial en garantissant pour tous un accès abordable, équitable et juste aux vaccins* ».

Face à toutes les fausses informations qui circulent sur la vaccination, la déclaration politique comporte également un

engagement des pays à lutter contre les fausses informations et l'hésitation à se faire vacciner, principaux défis à la réussite des campagnes de vaccination contre la COVID-19 dans le monde.

Conscient de l'impact désastreux de la désinformation sur la vaccination, les Nations Unies, ont lancé Verified (en français « Vérifié »), pour mettre en place un cadre de « premiers intervenants numériques » pour accroître le volume et la portée d'informations fiables et précises sur la crise.



shareverified.com

« Nous ne pouvons pas céder nos espaces virtuels à ceux qui trafiquent le mensonge, la peur et la haine », a déclaré Antonio Guterres, le Secrétaire général des Nations Unies.

« La désinformation se répand en ligne, dans les applications de messagerie et de personne à personne. Ses créateurs utilisent des méthodes de production et de distribution astucieuses. Pour la contrer, les scientifiques et les institutions comme les Nations Unies doivent atteindre les gens avec des informations précises auxquelles ils peuvent faire confiance », a-t-il ajouté.

De manière concrète, la rubrique « Vérifié » fournit les informations autour de trois thèmes : la science - pour sauver des vies ; la solidarité - pour promouvoir la coopération locale et mondiale ; et les solutions - pour plaider en faveur du soutien aux populations qui ont été touchées par la COVID-19.

L'initiative encourage également les plans de relance qui s'attaquent à la crise climatique et aux causes profondes de la pauvreté, de l'inégalité et de la faim.

Le système des Nations Unies au Sénégal est engagé dans la campagne « Vérifié », pour combattre la désinformation sur les vaccins, y compris en langues nationales, et outre les initiatives en ligne, il s'est rendu auprès des communautés à travers des actions d'engagement communautaire, pour sensibiliser sur la nécessité d'un engagement de tous en faveur de la vaccination.

Une campagne de vaccination contre la COVID-19 menée par des Occidentaux, qui aurait causé la mort d'enfants ; Barack Obama qui aurait recommandé aux Africains de ne pas se faire vacciner ; le professeur marseillais Didier Raoult qui aurait

déclaré que le coronavirus a été créé par les États-Unis et la Chine pour nuire aux Africains, le président français Emmanuel Macron qui aurait décrété une obligation vaccinale pour les ressortissants africains en Europe ; un florilège d'informations bien évidemment fausses, qui pullulent sur les réseaux sociaux et les plateformes de messagerie, et qui ont porté un coup aux efforts sur la vaccination.

Stopper l'infodémie et rassurer

Bien que globale, l'infodémie a des conséquences graves au Sénégal et plus généralement en Afrique. En effet, au-delà de la seule vaccination, les fake news ont un impact très négatif sur les services de santé, entraînant chez beaucoup des craintes d'aller à l'hôpital de peur de contracter la COVID-19, ou pire, un déni total de l'existence de la COVID-19. Cette désinformation est l'une des premières causes du relâchement observé sur les mesures barrières. D'ailleurs, le Gouvernement sénégalais a annoncé pour endiguer l'infodémie, que des mesures judiciaires seraient bientôt prises contre les diffuseurs de fake news.

Bien que des cas rares de mauvaises réactions au vaccin aient pu être signalés, les experts sanitaires sont quasi unanimes sur le fait que globalement les vaccins sont sûrs et efficaces. Le Sénégal a une longue tradition des vaccins et une expertise certaine en la matière et les systèmes de sécurité et de surveillance des vaccins mis en place, font partie des meilleurs en Afrique.

Sans doute, l'appel du Chef de l'Etat à produire les vaccins ici au Sénégal, sera une prochaine étape qui contribuera à restaurer la confiance en la vaccination contre la COVID-19. En revanche, il est certain que la pandémie est toujours présente, pour un moment selon les prévisions les plus pessimistes et que le vaccin est jusqu'ici, la meilleure arme pour combattre la COVID-19.

Le système des Nations Unies au Sénégal reste mobilisé pour que la confiance au vaccin, au système de santé et aux personnels soignants, qui ont consentis des efforts remarquables pour juguler la pandémie, soit renforcée et que les Sénégalais, en particulier les plus vulnérables, soit protégés du virus.





SANTÉ

Information en période d'épidémie et de pandémie : l'UNESCO élabore un Guide pratique pour les médias africains

Par Ewane Epee, Leticia - UNESCO

Le document a été présenté au cours d'un atelier organisé les 25 et 26 mars 2021 à Saly (Sénégal), en faveur des journalistes sénégalais.

Une vingtaine d'hommes et de femmes des médias publics, privés et communautaires ont pris part, du 25 au 26 mars 2021, à l'atelier de promotion du « *Guide pratique pour les médias en période d'épidémie et de pandémie* ».

Organisé par l'UNESCO, avec l'appui de l'Union des Radios Communautaires du Sénégal (URAC), du Réseau international des femmes (RIF) et du Conseil pour l'observation des règles d'éthique et de déontologie dans les médias (CORED), la rencontre a permis aux participants et participantes de partager leur vécu du traitement de l'information relative à la COVID-19. Des points essentiels ont été soulignés notamment la nécessité : de dépasser le factuel et d'humaniser le traitement de l'information ; de respecter l'anonymat des victimes ; de sortir du déni dans la mesure où la pandémie est apparue dans un contexte d'analphabétisme et de pauvreté qui rend difficile le travail du journaliste.

Dirigée par l'experte Sylvie Sargueil, cette session de présentation et d'échanges était l'occasion de déterminer des angles de traitement essentiels et parfois oubliés par les médias en période d'épidémie ou de pandémie comme celle de la COVID-19.

«Aujourd'hui quelles séquelles ont gardé les guéris de la COVID-19 ? La plus-value du journaliste n'est plus d'apporter l'information, mais de l'étayer, de la présenter de manière intelligente et y apporter de l'humanité» déclare Mme Sylvie Sargueil, experte.

Les épidémies sont des sujets complexes, sensibles et politiques, et la pandémie a prouvé que les rédactions ont besoin de se doter de journalistes spécialisés ayant un minimum de connaissances sur les questions de santé publique. « *Les médias, qui sont censés favoriser l'accès des populations à la bonne information, ont aussi été surpris par cette maladie. Impactés déjà par le contexte économique difficile, la COVID-19 les a davantage fragilisés* », a fait noter M. Michel KENMOE, Conseiller régional pour la Communication et l'Information au

Bureau Régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel). D'où la contribution de l'UNESCO à travers l'élaboration d'un guide pratique pour orienter les professionnels des médias dans la collecte, le traitement et la diffusion de l'information santé, en luttant contre la désinformation et la mésinformation.

En effet, les leçons apprises de la pandémie actuelle révèlent que le renforcement des capacités des professionnels des médias sur les questions de santé publique est essentiel pour une information utile et crédible qui contribue à sauver des vies. Ce qui nécessite une approche multi-acteurs. Au Sénégal par exemple, l'expérience des journalistes montre que la loi sur l'accès à l'information est devenue une nécessité car « *au début de la pandémie, il y avait une seule source d'informations institutionnalisées, ce qui a contribué à renforcer le déni chez certaines couches de la population* », a rappelé un journaliste.

Malgré certaines failles relevées chez les médias, des exemples de bonnes prati-

ques ont également été mis en avant. Notamment, la production, par l'URAC au Sénégal, d'un outil de reporting pour toutes les activités des radios communautaires dans le cadre de la sensibilisation ; l'élaboration d'un document d'orientation et de stratégie sur la communication de crise ; l'orientation des radios communautaires pour un traitement de l'information liée à la COVID-19, selon les spécificités culturelle, religieuse et socio-économique des régions, entre autres.

L'UNESCO vient donc renforcer ces actions, en mettant à la disposition des hommes et femmes de médias, un guide adapté pour une meilleure couverture de la crise sanitaire actuelle et d'éventuelles crises futures, suivant des recommandations pratiques. En effet, le guide essaie de rassembler un ensemble de conseils à mettre à la disposition des professionnel(le)s des médias pour anticiper sur l'adaptation des méthodes de travail en cas de crises sanitaires. Entre autres : les méthodes de protection du personnel dans les salles de rédaction, studio et plateaux communs, sur le terrain ; de conservation du matériel à usage commun (micros, caméras, etc.) ; les moyens de couvrir l'information sans exposition à la maladie ; les méthodes de production de contenus créatifs.

Pour une meilleure vulgarisation et appropriation dudit guide par la cible sénégalaise, l'UNESCO envisage d'en faire la traduction dans une des langues locales.

Cette activité s'inscrit dans le cadre du projet #CoronavirusFacts : « *Addressing the 'Disinfodemic' on COVID-19 in conflict-prone environments* », financé par l'Union Européenne, lequel vise à réduire l'infodémie liée à la COVID-19 à travers le renforcement de capacité des médias à lutter contre la désinformation, par le moyen du fact-checking.



Recording has started. This meeting is being recorded. By joining, you are giving consent for this meeting to be recorded. [Privacy policy](#) Dismiss





« Comme aucune autre fois dans l'histoire récente, les femmes sont en première ligne face à la COVID-19 et portent le poids de cette crise humaine »
Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'ONU.

Le Forum Génération Égalité au Sénégal

Par Alioune Guindo / Hawa Seydou Diop - ONU Femmes



La campagne « Génération Égalité » a été officiellement lancée au Sénégal mercredi 2 juin 2021 par ONU Femmes, le Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants et l'ambassade de France au Sénégal à la résidence de l'ambassadeur de France au Sénégal.

De nombreuses personnalités du gouvernement du Sénégal, de la société civile, des représentations diplomatiques, du système des Nations Unies, du monde de la culture et des arts, ainsi que des pionnières qui avait participé à la Conférence Internationale de Beijing y ont pris part. La cérémonie était présidée par Mme Ndèye Sali Diop Dieng, ministre de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants, Mme Oulimata Sarr, Directrice Régionale du bureau de ONU Femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre et S.E M. Philippe Lalliot, ambassadeur de France au Sénégal.

Dans son allocution d'ouverture Mme Oulimata Sarr, Directrice Régionale du bureau d'ONU Femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre a déclaré : "En 1995, 45.000 femmes avaient posé les jalons de la Génération Égalité à travers 12 points critiques relatifs aux droits et au bien-être des femmes et des filles. 25 ans après, nous avons le devoir de changer le narratif, et ce combat ne se fera pas sans les hommes, nos HeForShe ».

Le Coordonnateur Résident du système des Nations Unies au Sénégal, Siaka Coulibaly, a quant à lui souligné à quel point il était urgent d'unir toutes les forces en faveur de l'égalité, en particulier quand l'on sait qu'en tête des populations vulnérables les plus impactées par la crise de la COVID-19, viennent les femmes.

Pour rappel, la campagne Génération égalité célèbre les 25 ans de la quatrième Conférence mondiale de l'ONU sur les femmes organisée en 1995 à Beijing, en Chine, à l'issue de laquelle 189 États ont adopté à l'unanimité la Déclaration et le Programme d'action qui constituent aujourd'hui le corpus le plus ambitieux pour la défense internationale des droits des femmes.

25 ans après, si d'importants progrès ont été réalisés, beaucoup reste à accomplir. La crise du COVID-19 a touché de manière disproportionnée les femmes, souvent en première ligne dans la lutte contre la pandémie. Des droits acquis après plusieurs décennies de progrès sont aujourd'hui remis en cause.

C'est dans ce contexte que le Forum Génération Égalité (Beijing+26), initié par ONU Femmes et co-présidé par la France et le Mexique, se tiendra à Paris du 30 juin au 2 juillet 2021. Après un lancement à Mexico du 29 au 31 mars 2021, des chefs d'État et de gouvernement, des représentants d'organisations internationales, de la société civile, de la jeunesse et du secteur privé se réuniront à Paris et en ligne pour prendre des engagements concrets et durables.

Un Plan mondial d'accélération pour l'égalité entre les femmes et les hommes sera lancé lors du Forum de Paris. Il est structuré autour de six coalitions d'action, des partenariats acteurs innovants regroupant des États, des organisations internationales, la société civile et le secteur privé autour d'une thématique prioritaire. Chaque coalition d'action réunit des champions chargés d'élaborer une feuille de route et de veiller à sa mise en œuvre durant les cinq prochaines années.

Liste des six Coalitions d'action

1. Violence basée sur le genre
2. Justice et droits économiques
3. Autonomie corporelle et droits en matière de santé reproductive et sexuelle
4. Action féministe pour la justice climatique
5. Technologies et innovations pour l'égalité des sexes
6. Mouvements et leadership féministes

Le Voyage régional

De nombreuses activités sont organisées par ONU Femmes dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre en amont du Forum de Paris pour sensibiliser le public sur les droits, l'autonomisation des femmes et l'éducation des filles :

- Une campagne sur les réseaux sociaux à suivre sur Facebook et Twitter en suivant @unwomenafrica et l'hashtag #TousPourElle et #Rooting4Her
- Un concours de vidéos Génération Égalité sur les thèmes des Coalitions d'action
- Un Prix Régional pour les organisations de femmes et de jeunes
- 15 juin 2021 : Le Village des Initiatives organisé avec les Ambassades de France et du Canada au Sénégal
- 23 juin 2021 : une rencontre avec les joueurs de jeux vidéo sur la chaîne Twitch de LyeGaia

Le Sénégal et la Génération Egalité

Le Sénégal a connu des avancées importantes en matière de droits des femmes et des filles soutenues par une volonté politique du gouvernement du Sénégal qui s'est inscrit dans une logique d'autonomisation économique des femmes, de leur participation à la vie politique et la facilitation de leur accès aux services sociaux de base. En résulte des mesures phares comme

la mise sur pied de la Délégation à l'Entreprenariat Rapide, la gratuité du traitement de la chimiothérapie des cancers féminins, l'adoption de la loi criminalisant le viol et la pédophilie, et le chantier du guichet unique pour les victimes de violences, et enfin la participation des femmes et des filles au Forum du numérique qui se tient chaque année.

Cette volonté politique réaffirmée s'inscrit dans la dynamique de la génération égalité qui veut marquer une ère d'action avec des engagements concrets et mesurables autour des coalitions d'action.

C'est ainsi que le Sénégal s'est engagé sur les 3 coalitions d'actions suivantes :

- Lutte contre les violences basées sur le genre ;
- Droits et justice économique ;
- Technologies et innovation au service de l'égalité entre les femmes et les hommes

Deux forums sont organisés par le ministère de la Femme en partenariat avec ONU Femmes et les acteurs clés (administration, secteur privé, Société civile, parlementaires, associations de femmes et de jeunes) pour confirmer l'engagement du Sénégal lors du Forum Génération Égalité de Paris, sous le leadership du Chef de l'Etat, et approfondir les axes d'intervention au sein des trois coalitions retenues par le Sénégal :

- 17 juin 2021 : Forum des Jeunes à la Place du Souvenir Africain
- 22 juin 2021 : Journée d'Information et de Dialogue avec les Parties Prenantes

Pour plus d'information et pour s'inscrire et participer au Forum de Paris

Rendez-vous à l'adresse :

<https://forum.generationequality.org/fr> avant le 27 juin



“ Je m’engage à agir davantage pour un futur égalitaire dans le monde de la COVID-19, afin que les femmes connaissent et fassent valoir leurs droits. ”



Nafissatou SECK
Coordinatrice des boutiques de droit de
l'Association des Juristes Sénégalaises (AJS)

GENRE

Améliorer l'accès à l'aide juridique pour les femmes en Afrique de l'Ouest pendant le COVID-19

Par Emmanuelle Landais - ONUDC

L'ONUDC, en partenariat avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), et en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), poursuit son travail visant à améliorer l'accès des femmes à l'aide juridique en Afrique de l'Ouest, financé par le Compte de développement des Nations Unies (UNDA).

Le projet cible le Sénégal ainsi que le Liberia et la Sierra Leone et vise à améliorer l'accès des femmes à la justice, en tant que suspectes et accusées, ainsi que victimes de violences sexistes à l'encontre des femmes (GBVAW). L'aide juridique est essentielle pour faire face au risque accru de violence domestique auquel sont confrontées les femmes pendant les restrictions imposées au plus fort de la pandémie.

Grâce à la coordination de Ramata Oumar Sall, l'Association des Juristes Sénégalaises, en partenariat avec l'ONUDC, a organisé trois forums de sensibilisation sur les VBG dans la région de Kolda pendant la période de la COVID-19. Afin de poursuivre le travail

“ Je me suis impliquée dans l'accompagnement juridique des femmes victimes de violences basées sur le genre en milieu rural, afin de leur permettre d'avoir un accès effectif à la justice. ”



de renforcement des capacités un module en ligne est en cours d'élaboration et devrait être mis en œuvre au cours du premier trimestre de 2021.

Au travers de leur partenariat, l'ONUDC et l'AJS ont également apporté une aide juridique aux survivantes de violences sexuelles et sexistes, tout en renforçant la sensibilisation aux stratégies de prévention de la COVID-19. Nafissatou Seck, coordinatrice des boutiques de droit de l'AJS, conseille et assiste quotidiennement les populations les plus

démunies pour les aider à faire valoir leurs droits.

Au travers de ce projet, l'ONUDC a renforcé les capacités de 62 prestataires d'aide juridique en 2019, parmi lesquels 34 femmes, à fournir des services de haute qualité tenant compte des besoins des femmes au Liberia, au Sénégal et en Sierra Leone.

Dans le cadre du projet, des subventions ont été versées en 2021 à plusieurs organisations de la société civile pour assurer la continuité de la prestation de services d'aide juridique aux femmes pendant la pandémie.

Renforcement de l'appui aux groupements des femmes du périmètre maraîcher de la Forêt classée de Mbao

Par Mame Fatou Touré – PNUD



Les différents groupements de Femmes du périmètre maraîcher de la Forêt classée de Mbao ont reçu du Ministère de l'Environnement et du PNUD des lots de masques et des semences, en appui à la relance économique à la suite des impacts de la COVID-19 dans leurs activités. Aux côtés des Femmes du GIE Kamb, la délégation du PNUD et des Volontaires des Nations Unies ont pris part, dans le périmètre maraîcher, aux activités de préparation et de semis des parcelles maraîchères.

D'une superficie de 522 hectares, la Forêt classée de Mbao regorge d'une diversité biologique importante et remplit des fonctions écologiques, économiques et scientifiques bénéfiques aux populations. Considérée comme l'un des poumons verts les plus importants de la capitale, elle joue un rôle d'éponge prépondérante dans la lutte contre les inondations.

Le Plan d'action d'aménagement de la forêt classée de Mbao a été élaboré pour apporter une réponse aux différentes menaces et aux impacts des projets de l'Autoroute à péage et du Train Express Régional. En appui à ce Plan d'action, le PNUD a initié d'importantes réalisations destinées à améliorer l'aménagement au niveau de la forêt mais également à renforcer la résilience des femmes exploitant les parcelles maraîchères périphériques face aux effets du changement climatique et aux impacts négatifs de la COVID-19 sur leurs activités. Ce projet pilote qui touche 200 femmes et leur familles, permettra de développer une stratégie de généralisation visant huit groupements et familles de Mbao ainsi que l'ensemble des forêts du Sénégal.



GENRE

“La décortiqueuse de riz du PAM va changer nos vies”

Par Paulèle Fall - PAM

Au village de Saré Bilali, les femmes du Groupement d'Intérêt Economique-GIE Kawral Rewbé ont manifesté leur joie par des chants et danses pour dire merci au Programme Alimentaire Mondial. Le PAM vient de leur offrir une décortiqueuse de riz. Un vieux rêve devenu réalité.

Cette machine va désormais remplacer les bras de ces braves dames qui, pendant des décennies, ont décortiqué et transformé, de façon artisanale, les céréales produites localement. Madame Ansara Kandé est la présidente des 25 femmes, membres du GIE. Il y a environ quatre mois, elle recevait avec ses paires, la nouvelle Directrice du PAM, Madame Fatiha Terki, à qui elle avait soumis une vieille doléance concernant l'acquisition d'une machine pour transformer le riz qu'elles cultivent afin d'alléger les tâches liées à l'étuvage du riz, en plus des autres charges domestiques devenues trop pénibles.

« Aujourd'hui nous pouvons dormir tranquillement sans nous soucier des moments de dur labeur qui nous attendaient chaque matin. Grâce à cette décortiqueuse gracieusement offerte par le PAM, nous disposerons de plus de temps à consacrer à nos enfants et à nous-mêmes.

Nous remercions le PAM pour avoir tenu sa promesse ; ce cadeau va changer notre vie. Au nom de tous les membres de notre GIE, je prends l'engagement de veiller à l'entretien de ce précieux outil qui vient fortement alléger nos travaux. » a déclaré Madame Ansara Kandé Présidente du GIE Kawral Rewbé.

Les femmes de la région Sud du Sénégal sont réputées pour leur dévouement aux activités de développement de leur localité. C'est ainsi qu'en plus de leur engagement dans la cantine scolaire mise en place par le PAM à Saré Bilali, les femmes du GIE Kawral Rewbé ont été enrôlées dans le projet de résilience du PAM dénommé 4R et financé par le Fonds Vert pour le Climat. Très actives dans la production rizicole, elles ont pu emblaver en 2020 près de 10 ha de terre et exploiter durant la contre saison un jardin maraîcher de plus de 2 ha. L'installation d'un mini forage solaire et des bassins de rétention leur a permis d'accéder à l'eau et de faciliter l'arrosage des planches ; une clôture pour protéger leurs champs contre la divagation des animaux a également été mise en place.

Au nom de la Directrice et Représentante Résidente du PAM au Sénégal, M. Ibrahima Diallo, Directeur adjoint a procédé à la remise officielle de la décortiqueuse en appui aux efforts de ces braves femmes.

Cet appui du PAM, en partenariat avec d'autres acteurs, permettra une nette amélioration des rendements en riziculture ; d'où l'intérêt pour ces femmes de disposer de cette décortiqueuse d'une capacité de 1,3 tonne à l'heure.

« Le PAM, dans le cadre d'une approche intégrée de ses activités, place la femme au centre de ses interventions. A travers l'Initiative 4R, elles sont renforcées par divers outils qui concourent à mettre en place un paquet de services pour répondre efficacement aux besoins de la communauté. » a rappelé Monsieur Ibrahima Diallo Directeur Adjoint du PAM.

C'est ainsi qu'un biodigesteur a été construit au sein de l'école du village pour produire de l'énergie verte à partir de la transformation de la bouse de vache ; ce qui réduit les risques liés à la coupe de bois.

Grâce à cet outil, les femmes du GIE ont pu également produire de l'engrais naturel ; ce qui a fortement amélioré leur production de riz local. En plus de tous ces impacts positifs qui viennent changer considérablement la vie de ces braves femmes, ce sont aussi leur propres enfants qui en bénéficient car, par leur engagement, elles contribuent également à la pérennisation de la cantine scolaire du village.

« LE PAMA PROMIS, LE PAMA AGI »

A l'instar du GIE Kawral Rewbé de Kolda, le PAM appuie de nombreuses communautés à travers son projet de résilience

dénoté 4R dont la composante sur la prise de risque calculé et celle de réserve contre les risques permettent aux bénéficiaires de participer à un système d'Épargne pour le changement (EPC) afin de garantir à leur ménage un accès aux services sociaux de base.

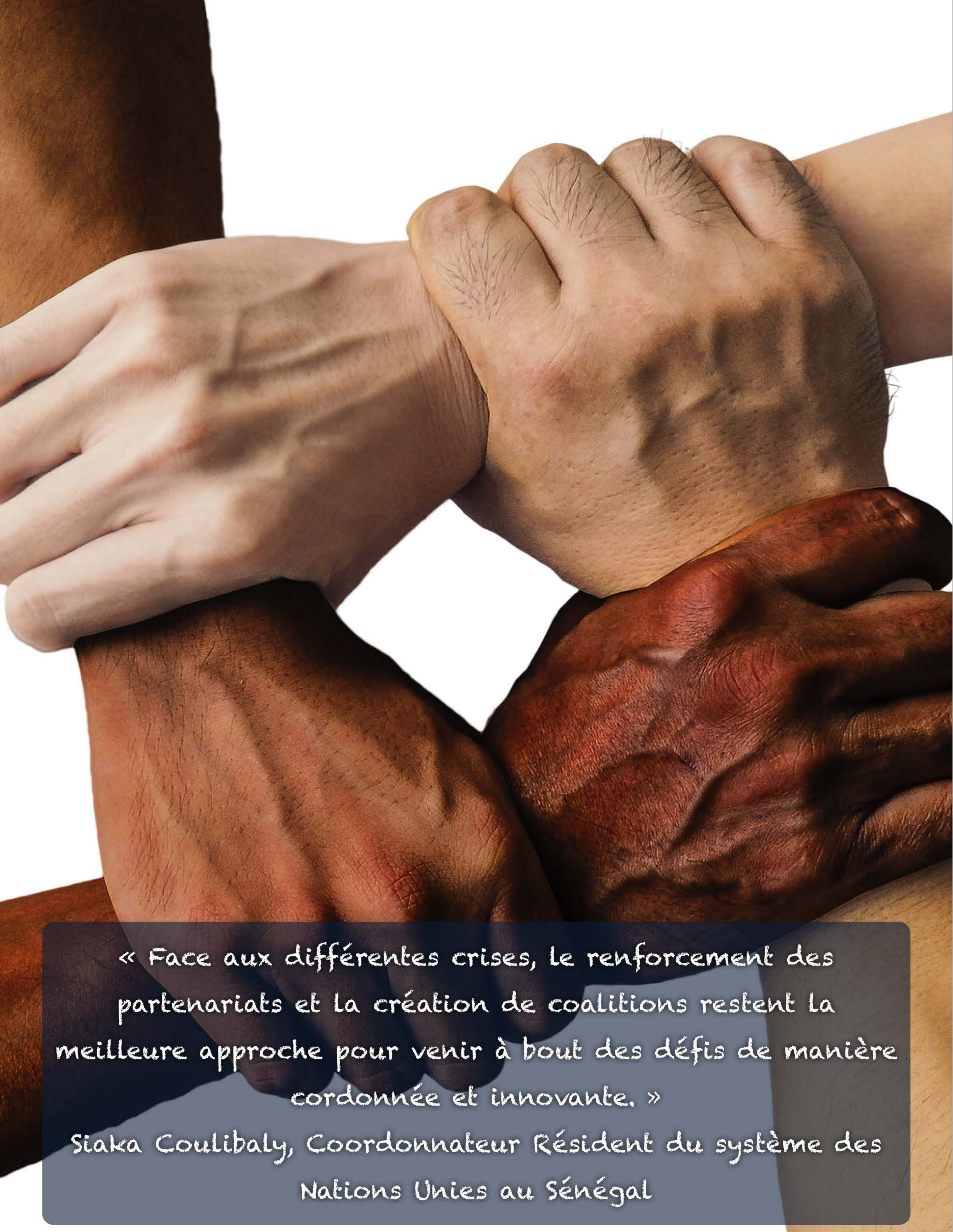
Leur participation à des activités génératrices de revenus (AGR), tout au long de l'année renforce également leur pouvoir d'achat. Ainsi, sur les plans alimentaire, sanitaire et éducatif (ou scolaire), leur contribution est plus que significative.

L'activité « Assurance pour le travail » (APT) leur permet de souscrire à une assurance agricole à travers une subvention à 80% du PAM de la prime et la vente du produit d'assurance. Ce paquet intégré de service permet de minimiser fortement les effets des chocs causés par l'homme ou dus aux changements climatiques.

L'allègement de la pénibilité des travaux des femmes, mais aussi leur accès aux techniques innovantes pour assurer leur résilience face aux chocs climatiques sont des questions auxquelles le PAM apporte des réponses adéquates pour changer la vie des personnes vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Au Sénégal, le PAM poursuivra ses efforts afin que les femmes du monde rural bénéficient de meilleures conditions de vie tout en exploitant au maximum leur plein potentiel en termes de leadership et d'innovation.





« Face aux différentes crises, le renforcement des partenariats et la création de coalitions restent la meilleure approche pour venir à bout des défis de manière coordonnée et innovante. »

Siaka Coulibaly, Coordonnateur Résident du système des Nations Unies au Sénégal



PARTENARIAT

Écouter les populations du Sahel, une nouvelle approche pour résoudre la double équation du développement et de la sécurité

Par Minielle Baro – CINU

Développement économique

A l'issue d'un sommet conjoint du G5 Sahel et de l'ONU qui s'est tenu à Dakar (Sénégal) les 20 et 21 mai, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mahamat Saleh Annadif, a appelé à soutenir la Force conjointe du G5 Sahel à travers des contributions obligatoires afin de permettre son intégration dans les opérations de maintien de la paix.

Le G5 Sahel, qui regroupe cinq pays de la région (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), a créé il y a quelques années une force conjointe.

« Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, la Force aujourd'hui a un mandat de chapitre VII, cela veut dire qu'on l'a autorisée à lutter contre le terrorisme », a expliqué M. Annadif dans un entretien avec le Centre d'information des Nations Unies à Dakar.

« Mais ce qui se pose aujourd'hui, c'est qu'elle n'est pas une force des Nations Unies et elle ne peut pas bénéficier de contributions obligatoires des Nations Unies. Jusque-là ce sont des contributions volontaires », a-t-il ajouté.

M. Annadif a réitéré l'appel du Secrétaire général de l'ONU pour intégrer la Force conjointe du G5 Sahel dans les opérations de maintien de la paix afin de recevoir un financement obligatoire. « Jusque-là, au Conseil de sécurité, il y a encore des réticences », a-t-il dit.

Miser sur le développement

Si la Force du G5 Sahel demeure une composante essentielle pour contrer l'extrémisme dans la région, le développement aussi est crucial.

La rencontre de Dakar avait pour objectif de passer en revue les actions en cours et d'identifier les domaines de collaboration à renforcer afin de promouvoir la paix.

L'instabilité au Sahel et la menace de l'extrémisme violent restent une menace sérieuse pour la croissance et l'avenir de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Depuis 2014, les Nations Unies travaillent avec le G5 Sahel pour coordonner les programmes de développement économique et social, ainsi qu'une réponse unifiée en termes de sécurité et de lutte contre les groupes terroristes et criminels opérant dans la région.

Leur coopération opère à travers plusieurs initiatives conjointes, impliquant la jeunesse et tenant compte de la question du genre, tout en visant la transformation sociale, le développement et une paix durable.

Le nouveau paradigme du G5 Sahel

Lors de la rencontre de Dakar, le Secrétaire exécutif du G5 Sahel, Maman Sambo Sidikou, du Niger, a souligné la nécessité d'avoir une implication plus grande des acteurs locaux et pour cela plus de financements.

M. Sidikou a appelé à une mobilisation plus efficace des ressources qui doivent être définies par la stratégie du G5 Sahel à travers son programme d'investissements prioritaires.

Sur cette question, le Président du Conseil des ministres du G5 Sahel, Issa Doubragne, du Tchad, a annoncé « *une nouvelle dynamique et un repositionnement des Etats* ». Le nouveau paradigme préconisé par le G5 Sahel cherche notamment à s'adresser d'une seule voix.

Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Sahel, Abdoulaye Mar Dièye, a salué « *l'engagement plus grand des chefs d'Etat du G5 Sahel vers un sursaut politique et civil qui ramène l'Etat vers les populations* ».

Pour M. Dièye, le rôle du G5 Sahel et de l'ONU est de décliner cette « *philosophie et de résoudre le paradoxe sahélien* », avec d'un côté une composante sécuritaire et militaire et de l'autre des dynamiques positives de développement qu'il faut intégrer.

Les politiques publiques ne touchent pas les populations aux frontières et la déclaration de Dakar souligne l'inquiétude du G5 Sahel et des Nations Unies concernant la situation humanitaire préoccupante, qui comprend les personnes déplacées de force, la réduction de l'accès aux services sociaux, et les attaques d'écoles, visant élèves et enseignants.

Selon M. Dièye, pour parvenir à développer la région il importe d'« *ouvrir l'espace de dialogue et donner la primauté de la conception de cette vision sahélienne aux populations du Sahel* » et « *se mettre dans une posture de réponse plutôt que de commande* ». Cette approche devra aussi se faire au moyen d'une communication innovante afin d'écouter les populations du Sahel et de déterminer avec elles les solutions.



PARTENARIAT

Renforcer le partenariat entre la Délégation de l'Union Européenne et le système des Nations Unies au Sénégal

Par P. C. Sakho Jimbira - Bureau du Coordonnateur Résident



L'Equipe Pays du système des Nations Unies au Sénégal a accueilli une rencontre de travail avec la Délégation de l'Union Européenne au Sénégal, conduite par Son Excellence, Irène Mingasson, le mardi 04 mai 2021.

L'Ambassadrice de la Délégation de l'Union Européenne au Sénégal et ses collaborateurs, ont été reçus par le Coordonnateur Résident Siaka Coulibaly, accompagné des Représentants de la FAO, de l'UNICEF, d'ONU Femmes, de l'ONUDI et du Représentant Résident adjoint du PNUD, tandis que d'autres Chefs d'Agences des Nations Unies au Sénégal participaient à la rencontre de manière virtuelle.

Le Coordonnateur Résident a rappelé l'excellence des relations entre l'Union Européenne et le système des Nations Unies aux niveaux global, régional et pays ; une coopération au demeurant déjà opérationnelle, à travers un certain nombre de projets achevés et en cours.

Cette rencontre de travail avait pour objectif de voir comment renforcer le partenariat entre les deux institutions, en consolidant les acquis, pour mieux capitaliser sur les résultats et trouver de nouvelles pistes de coopération.

Il faut dire que le cadre de coopération (UNCF) 2019-2023, qui constitue l'instrument de référence des interventions du système des Nations Unies et le « *le Global Europe* », qui est le

cadre de planification et de coopération de l'Union Européenne, offrent des opportunités de partenariats à renforcer, mais également à créer, et cette première rencontre de travail constituait une base pour institutionnaliser des rencontres périodiques, afin de mesurer les progrès sur certaines thématiques communes et voir comment mieux appuyer les efforts du Gouvernement du Sénégal.



La rencontre constituait aux yeux de Mme l'Ambassadrice, une évidence, du fait de l'attachement commun à certains principes et valeurs du multilatéralisme, mais également l'engagement commun à la coordination des partenaires au niveau du

COMEX et du G15. Elle n'a pas manqué de revenir sur son attachement profond à la coopération et sur la nécessité de dépasser les enjeux et intérêts spécifiques, en diversifiant les approches pour une meilleure efficacité dans les interventions. « Le succès de l'ONU constitue en soi un succès de l'Union Européenne, dans la mesure où cette dernière est la principale contributrice financière du système des Nations Unies et l'initiative COVAX, qui dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, constitue un succès parmi tant d'autres pour lesquels les deux institutions peuvent être fières », a-t-elle rappelé.

Le Coordonnateur Résident a rappelé les principaux domaines de coopération entre le système des Nations Unies et l'Union Européenne, notamment la protection sociale, le climat, les systèmes alimentaires, la migration, la sécurité et enfin la relance, la compétitivité et l'intégration économique ; pour terminer sur les perspectives pour renforcer le partenariat et la coopération entre le système des Nations Unies et l'Union Européenne et au-delà du Sénégal, notamment en y incluant le Sahel, mais également en appuyant les initiatives transfrontalières.

Mme Irène Mingasson a également rappelé l'approche team Europe, qui vise à travailler de concert sur les diagnostics des besoins, la programmation conjointe et surtout sur les initiatives clés. Cette approche ouvre selon elle, une nouvelle orientation sur la solidarité, notamment en privilégiant un intérêt et une présence spécifique européenne sur des initiatives utiles aux populations, essentielles pour la promotion des ODD et marquant clairement un intérêt et de la valeur ajoutée pour l'Europe.

Pour l'Union Européenne au Sénégal, les priorités concernent la promotion des droits (des enfants, autonomisation des femmes,

l'égalité de genre, les droits de l'Homme, etc.) ; la lutte contre l'insécurité alimentaire et la protection sociale ; la paix et sécurité ; l'agenda environnemental et climatique (green deal) ; l'enjeu migratoire ; la culture ; ainsi que les prochaines étapes de l'Initiative COVAX et l'appui à l'industrie pharmaceutique. Il est heureux de constater que la plupart de ces points figurent également dans les priorités du système des Nations Unies au Sénégal.



Au cours de la rencontre, les échanges ont permis de trouver de véritables pistes de synergies autour des interventions conjointes, mais également autour d'une meilleure coordination des partenariats. Le Coordonnateur Résident s'est félicité de la qualité des discussions en termes d'enseignements et exprimant le souhait que ce genre de rencontre puisse être pérenniser. En termes de suivi, il a été prévu d'établir un tableau croisé des priorités de part et d'autre et de poursuivre les échanges à un niveau technique entre les experts des deux institutions, pour mettre en œuvre la nouvelle dynamique de partenariat, sur la base des valeurs, principes et intérêts respectifs.





« L'amélioration constante de l'éducation face à la crise sanitaire actuelle et aux crises potentielles est essentielle pour que les générations futures puissent pleinement se réaliser ».

Dimitri Sanga, Directeur du Bureau régional de L'UNESCO pour L'Afrique de L'Ouest (Sahel)



ÉDUCATION

Soutien scolaire aux élèves de Rufisque, Pikine et Guédiawaye

Par William Bougaire - OIM

A travers son concours de dessin sur le thème de la migration, le projet « FDCO SSS II » de l'OIM a remis plus de 3000 cahiers, 50 Sacs et plus de 150 paquets de crayons de couleurs en faveur des élèves des circonscriptions de Pikine, Rufisque et Guédiawaye.

La crise de la COVID-19 a perturbé de manière significative l'économie nationale, affectant ainsi le revenu des foyers moyens et pauvres au Sénégal. Le secteur éducatif n'est pas en reste, avec une pénurie de professeurs et un manque de fournitures scolaires pour les élèves, entre autres, qui ont largement contribué à fragiliser cette tranche de la population déjà considérée comme vulnérable.

Dans le cadre du programme II « Sécurité, Soutien et Solutions », l'OIM mène plusieurs actions d'appui et de compréhension du phénomène migratoire. Une des actions phares qui sont menées dans ce programme, est la recherche. Il s'agit de comprendre les facteurs de développement ou non-développement qui influencent les décisions de migration dans trois pays :

Sénégal (Rufisque, Guédiawaye et Pikine), Guinée et la Gambie.

Dans ce cadre, l'organisation Internationale pour les migrations déroule plusieurs d'activités de communication et d'engagement communautaires, chacune avec des publics cibles bien définis pour susciter le dialogue et une grande compréhension du tandem développement – migration. Un concours de dessin a donc été organisé dans ce cadre, afin de susciter la compréhension du phénomène de la migration auprès des plus jeunes. Les écoles ont été choisies en fonction des zones cibles du projet mais aussi de la situation souvent précaire des élèves qui y sont scolarisés. La finalité était d'offrir comme récompense aux écoles participantes des livres, des cahiers, des sacs et des crayons de couleur, afin de mettre quelque peu les élèves dans de meilleures conditions scolaires.

Selon le représentant de l'Inspection Académique de M. Alain Diouf, les élèves ont besoin d'être sensibilisés sur le thème de la migration, mais il leur faut aussi du matériel scolaire pour un bon apprentis-

sage.

« Le thème de la migration a son importance dans l'éducation de ces enfants ; tout comme l'accès aux fournitures scolaires pour étudier dans de bonnes conditions. En cela, ce concours de dessin est le bienvenu dans notre commune ».

Assistance au retour volontaire et réunification familiale de 20 enfants Guinéens

L'OIM, en collaboration avec le Ministère de la protection de la femme, de la famille, de la protection de l'enfant et des groupes vulnérables et le Réseau Afrique de l'Ouest pour la Protection des Enfants (RAO), a procédé au retour assisté et à la réunification familiale de vingt enfants en République de Guinée. Au Sénégal, les enfants désignés sous le vocable « enfants de la rue » sont ceux qui sont en rupture familiale partielle ou totale et, pour la plupart, sans projet de retour. Il s'agit d'enfants bohèmes adoptant la rue comme cadre et parcours de vie ; précédemment victimes, souvent à répétition, soit d'un environnement socio-économique chaotique, soit de l'exploitation d'un tiers, ils sont souvent amenés, dans leur nouvelle situation, à entrer en conflit avec la loi. Plusieurs facteurs sont à la source de ce phénomène : la pauvreté, la déstructuration des familles, le phénomène de l'urbanisation déséquilibrée, les problèmes liés à la

mendicité...

Face à cette situation, l'Etat du Sénégal a lancé un programme d'urgence de retrait des enfants de la rue. Le but est de les protéger contre la pandémie de la COVID-19 en les plaçant dans des structures d'accueil pour mineurs qui s'occupent de leur prise en charge psycho-sociale en attendant leur retour en famille. Pour ce faire, une synergie d'actions et une collaboration se sont créés entre le Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants, le Ministère de la Justice, l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) et le RAO (Réseau Afrique de l'Ouest pour la protection de l'enfance) qui ont coordonné le retour et la réunification familiale de 20 enfants talibés ressortissants de la Guinée Conakry les 18 et 19 mars 2021.

Selon le Point focal du fonds régional d'assistance direct pour les migrants vulnérables (RDAF Bis) pour l'OIM, M. Sény Baldé, l'objectif de ce projet financé par le Ministère français des Affaires étrangères, est de fournir un outil souple et opportun

pour répondre aux besoins urgents et imprévus d'aide à la protection des migrants bloqués dans des circonstances difficiles pour lesquelles le soutien n'est disponible auprès d'aucune source ou programme connu.

Il a réitéré la disponibilité de son organisation à contribuer à assister les personnes vulnérables notamment les enfants migrants et victimes de traite.

« L'OIM travaille pour aider à assurer la gestion humaine et ordonnée des migrations, à promouvoir la coopération internationale sur les questions de migration, pour aider à la recherche de solutions pratiques aux problèmes de migration et de fournir une assistance humanitaire aux migrants dans le besoin. »

Le Sénégal dénombre plus de 100 000 enfants talibés selon Humans Rights Watch. Un chiffre qui ne cesse de croître malgré les efforts fournis par de nombreuses ONG et organisations internationales dans le pays.



Le HCR soutient l'éducation des réfugiés, notamment au niveau universitaire

Par Gosia Courtay / Ndiogou Gueye - HCR

Durant l'année académique 2020-2021, le HCR Sénégal a accompagné 24 réfugiés au Sénégal avec les bourses DAFI dédiées, pour obtenir une licence. Le HCR accompagne également les réfugiés désirant suivre les études au-delà du niveau licence. Récemment, une réfugiée centrafricaine avec l'appui du HCR a obtenu un doctorat en médecine oncologique à la Faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odonto-Stomatologie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).



Au Sénégal, les populations réfugiées sont composées principalement des mauritaniens regroupés en majorité dans la vallée du Fleuve Sénégal, dans les régions de Saint-Louis, Matam, Tambacounda, ainsi que dans les centres urbains de Dakar, Thiès.

Le HCR travaille étroitement avec le Gouvernement sénégalais pour assurer la protection des réfugiés en les intégrant dans le système national dans plusieurs domaines, notamment dans le système d'éducation.

Selon la Vision d'Éducation des réfugiés 2030 du HCR, « l'inclusion dans une éducation équitable de qualité au sein des systèmes nationaux contribue à la résilience, prépare les enfants et les jeunes à participer à des sociétés cohésives et constitue le meilleur choix pour les réfugiés, les enfants et les jeunes déplacés et apatrides, ainsi que pour leurs communautés d'accueil ».

L'objectif de la Vision d'Éducation des réfugiés 2030 du HCR, est de « scolariser 15 % des réfugiés remplissant les conditions requises pour l'obtention d'un diplôme universitaire dans des programmes d'enseignement supérieur, y compris en ligne, dans les pays d'accueil et les pays tiers. »

Depuis plus de 25 ans, le HCR bénéficie d'un financement important de la part de son principal donateur, le ministère allemand des Affaires étrangères, et de fonds supplémentaires du secteur privé et d'autres gouvernements, lui permettant de mettre en œuvre le programme DAFI (Initiative allemande universitaire Albert Einstein pour les réfugiés). Ce programme de bourses d'études supérieures est dédié au programme de licence. Pour l'année académique 2020-2021, le HCR a accompagné 24 réfugiés au Sénégal avec les bourses DAFI.

Dans l'esprit de la Vision d'Éducation des réfugiés 2030, le HCR Sénégal accompagne également les réfugiés désirant suivre les études au-delà du niveau licence. Récemment, une réfugiée centrafricaine avec l'appui du HCR a obtenu un doctorat en médecine oncologique à la Faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odonto-Stomatologie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).

M.E.Y., une réfugiée centrafricaine vivant au Sénégal, a quitté son pays d'origine dans l'espoir de trouver un environnement et des conditions propices à la poursuite de ses études universitaires. Elle est venue au Sénégal en 2012 alors âgée de 23 ans et en troisième année d'études de médecine. Elle est partie de la République centrafricaine trois mois avant le début de la guerre civile de 2012. M.E.Y., passionnée de la médecine

depuis ses études secondaires et dont les trois frères souffrent de drépanocytose, a choisi « *d'étudier la médecine pour pouvoir aider ceux qui sont porteurs de cette maladie génétique* ». C'est un choix qu'elle n'a jamais regretté.

Ce qu'elle apprécie le plus en médecine, c'est « *l'empathie des médecins envers les patients et l'assistance accordée sans aucune forme de discrimination. Les médecins parlent tous le même langage partout dans le monde, celui « de porter l'assistance et secours aux nécessiteux, parfois au péril de leur vie* ».

Ayant débuté ses études en médecine à Bangui en 2008, elle a poursuivi son cursus à l'Université de Dakar. Elle y a ensuite commencé sa thèse de doctorat en janvier 2020. Le sujet de ce dernier porte sur les sarcomes de tissus mous, tumeur maligne rare de l'adulte posant très souvent des problèmes de diagnostic à cause de leur diversité clinique et histologique. Les travaux de recherche dans le cadre de sa thèse furent particulièrement compliqués à cause des restrictions dues à la pandémie de COVID-19 et aux moyens financiers très limités.

Dans le cadre de ces recherches, elle a étudié 41 cas à l'Institut Joliot-Curie de l'Hôpital Aristide le Dantec de Dakar. Soumise à des conditions irréalisables pour soutenir sa thèse au Sénégal à l'issue de ces recherches, les autorités universitaires lui ont finalement accordé une autorisation spéciale de soutenance à l'Université de Dakar grâce au plaidoyer du HCR MCO Sénégal.

Ainsi le 7 Avril 2021, elle a pu soutenir sa thèse en cancérologie avec la participation d'un Professeur centrafricain par visio-conférence, une première collaboration de cette nature entre les deux universités. En attendant de recevoir son diplôme, M.E.Y. effectue désormais des gardes de nuit dans certaines structures hospitalières de Dakar.

Convaincue que seule l'éducation peut aider à trouver une solution durable, M.E.Y. conseille aux filles et femmes réfugiées « *de persévérer, de ne pas abandonner, de ne pas choisir la facilité, de continuer à étudier et d'obtenir tous les diplômes supérieurs possibles* ».

Consciente des situations auxquelles sont souvent confrontées les filles et les femmes réfugiées, elle les encourage à « *parler de leur situation et de leurs difficultés pour pouvoir recevoir de l'aide adaptée* ».





ÉDUCATION

L'ONU DC mobilisé pour venir en aide aux enfants de la rue durant la pandémie de COVID-19

Par Emmanuelle Landais - ONU DC

Le Sénégal a très tôt mis en place un dispositif complet de riposte contre la COVID-19. Mais la mise en œuvre des mesures édictées par les autorités (couvre-feu, distanciation sociale, interdiction des rassemblements, fermeture de certains lieux...) pour lutter contre cette pandémie exige également de prendre en compte la protection des groupes vulnérables, notamment les enfants de la rue et les enfants talibés (élèves étudiant au sein d'écoles - daaras - administrées par des maîtres coraniques).

Les enfants de la rue et les enfants talibés forcés à la mendicité sont particulièrement vulnérables à la contamination du fait de leur mobilité et de leur exposition sociale. Leurs opportunités de se nourrir se sont également faites plus rares.

Dans ce contexte dix tonnes de riz, 100 litres d'huile, cinq tonnes de sucre et 500 cartons de lait ont été remis au Ministre de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants, dans le cadre du soutien de l'ONU DC à la réponse nationale COVID-19 pour le rapatriement des enfants sans abri et victimes de trafic. Des thermomètres flash, du gel hydro-alcoolique, des masques et des savons ont également été donnés à plusieurs centres d'accueil, dont le Samu Social qui a doublé sa capacité d'accueil dès le début de la pandémie.

L'ONU DC a également organisé des formations sur le leadership et le changement de comportement pour des *Ndeyous Daara* - des femmes travaillant à la protection des enfants talibés fréquentant les daaras.

Ces activités ont été réalisées avec le soutien financier de l'USAID dans le cadre du projet de l'ONU DC de lutte contre l'exploitation de la mendicité des enfants mis en œuvre au niveau des communes de Medina, Gueule Tapée Fass Colobane, Diameguene Sicap Mbao et Pikine Nord.



Assistance au retour volontaire et réunification familiale de 20 enfants guinéens

Par William Bougaire - OIM



L'OIM, en collaboration avec le Ministère de la protection de la femme, de la famille, de la protection de l'enfant et des groupes vulnérables et le Réseau Afrique de l'Ouest pour la Protection des Enfants (RAO), a procédé au retour assisté et à la réunification familiale de vingt enfants en République de Guinée.

Au Sénégal, les enfants désignés sous le vocable « *enfants de la rue* » sont ceux qui sont en rupture familiale partielle ou totale et, pour la plupart, sans projet de retour. Il s'agit d'enfants bohèmes adoptant la rue comme cadre et parcours de vie ; précédemment victimes, souvent à répétition, soit d'un environnement socio-économique chaotique, soit de l'exploitation d'un tiers, ils sont souvent amenés, dans leur nouvelle situation, à entrer en conflit avec la loi. Plusieurs facteurs sont à la source de ce phénomène : la pauvreté, la déstructuration des familles, le phénomène de l'urbanisation déséquilibrée, les problèmes liés à la mendicité...

Face à cette situation, l'Etat du Sénégal a lancé un programme d'urgence de retrait des enfants de la rue. Le but est de les protéger contre la pandémie de la COVID-19 en les plaçant dans des structures d'accueil pour mineurs qui s'occupent de leur prise en charge psycho-sociale en attendant leur retour en famille. Pour ce faire, une synergie d'actions et une collaboration se sont créés entre le Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants, le Ministère de la Justice, l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) et le RAO (Réseau Afrique de l'Ouest pour la protection de l'enfance) qui ont coordonné le retour et la réunification familiale de 20 enfants talibés ressortissants de la Guinée Conakry les 18 et 19 mars 2021.

Selon le point focal du fonds régional d'assistance directe pour les migrants vulnérables (RDAF Bis) pour l'OIM, M. Sény Baldé, l'objectif de ce projet financé par le Ministère Français des Affaires Étrangères, est de fournir un outil souple et opportun pour répondre aux besoins urgents et imprévus d'aide à la protection des migrants bloqués dans des circonstances difficiles pour lesquelles le soutien n'est disponible auprès d'aucune source ou programme connu. Il a réitéré la disponibilité de son organisation à contribuer à assister les personnes vulnérables notamment les enfants migrants et victimes de traite.

« *L'OIM travaille pour aider à assurer la gestion humaine et ordonnée des migrations, à promouvoir la coopération internationale sur les questions de migration, pour aider à la recherche de solutions pratiques aux problèmes de migration et de fournir une assistance humanitaire aux migrants dans le besoin.* »

Le Sénégal dénombre plus de 100 000 enfants talibés selon Humans Rights Watch. Un chiffre qui ne cesse de croître malgré les efforts fournis par de nombreuses ONG et organisations internationales dans le pays.





« Le monde a besoin d'un partenariat mondial pour vaincre la COVID-19, atteindre les objectifs de développement durable et lutter contre le changement climatique. »

Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU.

Journée internationale de la terre nourricière - 22 Avril

Message du Secrétaire général de l'ONU



Alors que nous célébrons la Journée internationale de la Terre nourricière, notre planète est parvenue à un seuil critique. L'humanité continue d'user et d'abuser de la nature.

Nous pillons inconsidérément les ressources de la Terre, en épuisons les réserves de faune et de flore et traitons l'air, la terre, la mer comme des décharges.

Des écosystèmes, et donc des chaînes alimentaires, d'une importance vitale sont surexploités au point de disparaître. C'est une pente suicidaire.

Nous devons mettre fin à la guerre que nous livrons contre la nature et nous employer à la remettre en état.

Comment ?

Par une action audacieuse et résolue pour le climat, afin de limiter la hausse de la température mondiale à 1,5° C et de s'adapter aux changements à venir.

Par des mesures plus énergiques de protection de la biodiversité.

Et en réduisant la pollution, par la mise en place d'une économie circulaire qui réduise considérablement la production de déchets.

Grâce à ces mesures, nous pourrions préserver cette maison, la seule que nous ayons, et créer en même temps des millions d'emplois nouveaux.

Le chemin de la reprise, après la pandémie de la COVID-19, est une chance à saisir pour engager le monde dans des voies plus propres, plus vertes et plus durables.

En cette Journée internationale de la Terre nourricière, attelons-nous toutes et tous à la tâche pour remettre notre planète en état et faire la paix avec la nature.

Journée mondiale de lutte contre le paludisme - 25 Avril

Message du Secrétaire général de l'ONU



Le paludisme a causé 38 400 décès dans la région africaine en 2020.

Malgré la pandémie de la COVID-19 et les multiples crises qu'elle a entraînées, le nombre de pays qui ont éliminé le paludisme ou sont en bonne voie d'y parvenir ne cesse de croître.

Aujourd'hui, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme, nous félicitons tous les pays qui ont atteint cet objectif ambitieux : ensemble, ils montrent au monde qu'un avenir sans paludisme est possible.

Dans les pays maintenant exempts de paludisme, les services de prévention, de diagnostic et de traitement nécessaires ont été mis à la disposition de toutes celles et tous ceux qui risquaient de contracter la maladie, et ce sans considération de nationalité ou de moyens financiers.

Un financement durable, des systèmes de surveillance solides et une population mobilisée ont également été les clés du succès.

À l'heure où nous célébrons ces avancées, nous ne pouvons toutefois oublier les millions de personnes qui, partout dans le monde, continuent de souffrir de cette maladie et d'en mourir.

Chaque année, le paludisme fait plus de 400 000 morts, et la majorité des victimes sont de jeunes enfants en Afrique. Et chaque année, on dénombre plus de 200 millions de nouveaux cas de cette maladie parasitaire mortelle.

Mais le paludisme peut être vaincu. C'est par un engagement politique fort, des investissements suffisants et un arsenal de stratégies que nous pourrions atteindre notre objectif commun : un monde exempt de paludisme.

Journée internationale de la diversité biologique - 22 mai Message du Secrétaire général de l'ONU



Une planète en bonne santé est indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable.

Cependant, la diversité biologique s'appauvrit à un rythme alarmant et sans précédent, dans un contexte de pressions croissantes.

Nous épuisons les ressources plus vite que la nature ne peut les reconstituer.

La COVID-19 nous a une fois de plus rappelé le lien étroit qui unissait les humains à la nature. La crise actuelle est une occasion de reconstruire en mieux. Nous devons protéger la nature, restaurer les écosystèmes et parvenir à un équilibre dans notre relation avec la planète. Nous avons beaucoup à y gagner.

En inversant le processus de perte de biodiversité, nous pourrions améliorer la santé des populations, assurer un développement durable et faire face à l'urgence climatique.

Il existe des solutions pour protéger la diversité génétique de notre planète, aussi bien sur terre que dans les océans. Nous avons toutes et tous un rôle à jouer. L'élément essentiel à cet égard est l'adoption de modes de vie durables.

Chaque personne, quel que soit l'endroit où elle vit, doit pouvoir choisir un mode de vie durable.

Cela suppose de meilleures politiques, qui favorisent une culture de la responsabilité aux niveaux des pouvoirs publics, des entreprises et des personnes. Chacun et chacune d'entre nous doit s'engager sur la voie du changement.

Cette année, des représentants des Gouvernements se réuniront à Kunming (Chine) afin de convenir d'un nouveau cadre mondial ambitieux en faveur de la diversité biologique.

Soutenons leur action en prenant fait et cause pour la nature.

Journée de l'Afrique - 25 mai Message du Secrétaire général de l'ONU



En cette Journée de l'Afrique, l'accent est mis sur les arts, la culture et le patrimoine, comme leviers pour construire l'Afrique que nous voulons. Le patrimoine culturel et naturel riche et diversifié de l'Afrique est important pour le développement durable, la réduction de la pauvreté et le maintien et la consolidation de la paix. Il peut servir de fondement solide pour progresser sur le plan économique de manière inclusive, alors que le continent s'efforce de s'attaquer aux problèmes que fait peser la pandémie de COVID-19.

La COVID-19 a déclenché une récession mondiale et dévoilé des vulnérabilités et des inégalités profondément ancrées. Elle a mis en péril des gains durement acquis en matière de développement en Afrique et ailleurs. Elle a également accentué les facteurs de conflit : elle a augmenté les inégalités et révélé la fragilité de la gouvernance dans de nombreux pays, notamment sur le plan de la prestation de services de base tels que les soins de santé, l'éducation, l'électricité, l'eau et l'assainissement. L'impact de la pandémie a également été exacerbé par la crise climatique, qui touche les pays en développement de façon disproportionnée.

Pour enrayer la pandémie, accompagner la reprise économique et atteindre les objectifs de développement durable, il nous faut garantir un accès équitable et universel aux vaccins contre la COVID-19. Il existe actuellement un profond déséquilibre dans la distribution des vaccins entre les pays. D'après derniers chiffres, les pays d'Afrique n'ont reçu à ce jour que 2 % des vaccins.

En cette journée de l'Afrique, je renouvelle mon appel aux nations développées pour qu'elles soient solidaires de l'Afrique.

Journée internationale des casques bleus des Nations Unies – 29 mai **Message du Secrétaire général de l'ONU**



La Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies est l'occasion de rendre hommage à plus d'un million de femmes et d'hommes qui ont été déployés en première ligne des conflits et aux plus de 4 000 Casques bleus qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions. Leur service et leur sacrifice ne seront jamais oubliés.

J'exprime ma profonde gratitude aux 85 000 membres du personnel civil, de police et militaire actuellement déployés dans certaines des zones de tensions les plus vives du monde pour protéger les personnes vulnérables et aider à construire la paix. Malgré les restrictions imposées par la pandémie et en dépit du risque d'infection, ces hommes et ces femmes ont poursuivi leur mission tout en aidant les autorités locales à lutter contre la COVID-19. Je présente mes sincères condoléances aux familles des Casques bleus qui ont succombé à cette terrible maladie.

Cette année, pour marquer la Journée mondiale des Casques bleus, nous mettons l'accent sur la question centrale des jeunes et de la paix et de la sécurité. Dans tous les pays où nos Casques bleus sont déployés, la paix ne peut être obtenue qu'avec la participation active des jeunes. Le monde a encore beaucoup à faire pour répondre à leurs besoins, les aider à faire entendre leur voix et veiller à ce qu'ils participent aux prises de décision.

Nos missions jouent un rôle important pour protéger et aider les jeunes, en particulier les jeunes femmes et les filles, afin de réduire la violence et de maintenir la paix. En République démocratique du Congo, la MONUSCO aide les jeunes qui courent le risque d'être recrutés par des groupes armés, en leur proposant des solutions viables et durables, plutôt que de recourir à la violence. Au Soudan du Sud, la participation de groupes de jeunes aux processus de paix a contribué à renforcer les relations entre les acteurs sous-nationaux et nationaux. En République centrafricaine et au Mali, la MINUSCA et la MINUSMA ont étroitement collaboré avec des représentants de la jeunesse pour augmenter le taux de participation aux derniè-

res élections.

Nos jeunes Casques bleus sont l'un de nos plus grands atouts, en particulier les jeunes soldates de la paix qui contribuent chaque jour à déjouer les stéréotypes sexistes profondément ancrés et à encourager les jeunes femmes et les filles à choisir des voies non traditionnelles.

Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies contribuent à entretenir la paix dans certains des lieux les plus dangereux du monde. Aujourd'hui comme chaque jour, nous saluons le dévouement et le courage de nos Casques bleus qui aident les sociétés à se détourner de la guerre et à s'engager dans un avenir plus sûr et plus stable.

Journée mondiale de l'environnement – 5 juin **Message du Secrétaire général de l'ONU**



Nous atteignons rapidement un point de non-retour, concernant la planète. Nos urgences, sur le plan environnemental, sont triples : perte de la biodiversité, dérèglements climatiques et pollution galopante.

L'humanité a pendant trop longtemps abattu des forêts, pollué des fleuves et des océans et épuisé des pâturages. Nous ravageons les écosystèmes qui sont le fondement même de nos sociétés.

Nous courons le risque de nous priver d'eau, de nourriture et de ressources essentielles pour notre survie. La dégradation du monde naturel compromet déjà le bien-être de 3,2 milliards de personnes, soit 40 % de l'humanité.

Si la Terre est fort heureusement résiliente, elle a besoin de notre aide. Nous avons encore le temps de remédier aux dégâts causés. C'est pourquoi, en cette Journée mondiale de l'environnement, nous lançons la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes.

Des Gouvernements, des entreprises, la société civile et des particuliers uniront leurs forces dans une tentative mondiale inédite de soigner la Terre.

GLOBAL

En restaurant les écosystèmes, nous pouvons induire une transformation qui contribuera à la réalisation de tous les objectifs de développement durable. La tâche est monumentale.

Il nous faut replanter et protéger nos forêts. Il nous faut nettoyer les fleuves et les mers.

Il nous faut verdir les villes.

Ces gestes nous aideront à préserver les ressources de la planète, à créer des millions d'emplois d'ici à 2030, à dégager des revenus de plus 7 000 milliards de dollars chaque année et à éliminer la pauvreté et la faim.

La Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes est un appel mondial à l'action. Elle ralliera un appui politique, des recherches scientifiques et une aide financière, pour décupler les capacités de restauration. Chacun peut y contribuer.

D'après la science, ces 10 prochaines années sont notre chance ultime d'empêcher une catastrophe climatique, d'endiguer le flux de pollution et de mettre fin à l'extinction des espèces.

Inaugurons aujourd'hui une nouvelle décennie, qui nous permettra enfin de faire la paix avec la nature et de garantir un avenir meilleur pour tous.



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



À VENIR



Journée mondiale contre le travail des enfants

12 Juin



Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse

17 Juin



Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit

19 Juin



Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogue

26 Juin



Journée mondiale de la population

11 Juillet



Journée mondiale contre l'hépatite

28 Juillet



Journée mondiale de l'allaitement maternel

01 Août



Journée internationale de la jeunesse

12 Août



Journée mondiale de l'aide humanitaire

19 Août



UNITED NATIONS
SENEGAL



Le système des Nations Unies appelle au strict respect des mesures barrières et des recommandations du Ministère de la Santé et de l'action sociale.



<https://un.senegal.org>